

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'INÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE LES CRÉANCIERS DANS LES CONCORDATS

*« Summun jus summa
plerumque est injuria. »*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 3 juin 1935 à 14 heures

PAR

EMILE LOUISE

Président : M. PERCEROU
Suffragants : { MM. Maurice Picard.
Escarra.

PARIS

Imprimeries CABASSON et du GRIFFON réunies

1935

MEIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THESE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'INÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE LES CRÉANCIERS DANS LES CONCORDATS

*« Summun jus summa
plerumque est injuria. »*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 3 juin 1935 à 14 heures

PAR

EMILE LOUISE

Président : M. PERCEROU
Suffragants : { MM. Maurice Picard.
Escarra.

PARIS

Imprimerie CABASSON et du GRIFFON réunies

1935



INTRODUCTION

LE PRINCIPE D'ÉGALITÉ ENTRE LES CRÉANCIERS

Le vœu du législateur est aussi bien en matière civile qu'en matière commerciale d'assurer aux créanciers un traitement égal.

Cette volonté est clairement exprimée dans l'article 2093 du Code Civil ainsi rédigé :

« Les biens des débiteurs sont le gage commun des créanciers et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes de préférence. »

Ce texte n'implique pas que les biens du débiteur non commerçant « en déconfiture » forment une masse dont la valeur de réalisation sera distribuée entre les créanciers au marc le franc.

Cette distribution n'intervient que dans la contribution réglée par le Code de Procédure Civile. En dehors de ce cas, les créanciers peuvent individuellement saisir et vendre à leur profit les biens de leur débiteur et celui-ci, jusqu'au moment de la saisie, peut les hypothéquer, les donner en gage, en un mot, en disposer.

Ce défaut d'organisation de la déconfiture est d'ailleurs regrettable. On aurait pu trouver cependant, dans ce domaine, un précédent dans le droit romain. La « *venditio bonorum* » succédant à l'envoi en possession, poursuivie à la requête d'un créancier profitait à tous, même à ceux qui ne l'avaient pas demandée (1).

Un *magister*, véritable syndic, procédait à la vente et faisait la répartition du prix.

Certaines législations modernes ont organisé la faillite civile. Le Code Fédéral Suisse des Obligations autorise, par exemple, la poursuite par voie de faillite contre toute personne, même non commerçante, qui s'est faite inscrire au Registre du Commerce (Article 865, § 1).

On est obligé de constater qu'en Droit Civil, le principe d'égalité entre créanciers est le plus souvent théorique.

An contraire, le Droit Commercial, en organisant la faillite et plus tard la liquidation judiciaire, a voulu réaliser cette égalité.

Il a considéré qu'il est inadmissible que les créanciers les plus habiles, les plus exigeants, soient avantagés au détriment des autres. MM. Thaller et Percerou (2) expriment avec force cette idée :

(1) Cuj. Institutions Juridiques des Romains, page 902.

(2) Traité élémentaire de Droit commercial Thaller et Percerou, 8^{me} édition, page 1048.

« ...par suite de la faillite, un créancier ne peut plus se faire un sort privilégié par rapport aux personnes de la même condition que lui. Aussi longtemps que la faillite n'était pas ouverte, chacun avait le droit, pour obtenir paiement, d'aviser à des moyens de persuasion ou de force....

« Le paiement à obtenir était le prix de la course ; désormais, entre tous régnera la plus stricte égalité. »

L'égalité est le but même que se propose l'institution.

Pour l'assurer, la loi prévoit une série de dispositions, dont certaines s'appliquent avec un effet rétroactif ; c'est ainsi que l'article 447 du Code de Commerce permet de prononcer la nullité des actes à titres onéreux passés avec la connaissance de cessation de paiements du débiteur, que l'article 446 prononce la nullité de droit des actes à titre gratuit et des actes assimilés.

Le Tribunal de Commerce, à la demande du Syndic, fera souvent remonter la cessation de paiements, malgré les multiples inconvénients qui résultent de cette mesure à des années en arrière pour faire annuler la constitution d'une hypothèque ou d'un nantissement sur le fonds de commerce du failli, au détriment de la masse.

C'est encore en vertu du même principe, qu'au cas d'union, l'article 565 du Code de Commerce édicte que le produit de la réalisation de l'actif sera distribué, après règlement du passif privilégié, au marc le franc, entre les créanciers chirographaires et que la jurisprudence décide qu'il ne sau-

rait être dérogé à cette règle de l'égalité à raison du caractère plus ou moins favorable d'une des créances produites (1).

Mais la multiplication des privilèges, qu'il s'agisse des privilèges fiscaux sans cesse plus nombreux, des privilèges du Droit Civil et en particulier du privilège du bailleur d'immeubles, des privilèges accordés à certaines classes de créanciers particulièrement chers au législateur, des privilèges spéciaux au droit commercial aboutit au résultat lamentable que, dans la très grande majorité des faillites, le syndic n'a rien à répartir entre les créanciers chirographaires.

La statistique, sur ce point, est particulièrement édifiante.

Dans son rapport annuel, le président du Tribunal de Commerce de la Seine, en 1933, était amené à constater que, sur 468 faillites terminées par l'union :

209 n'avaient rien produit,

134 n'avaient permis que la répartition d'un dividende variant de 1 à 5 %.

Dans le rapport fait en 1934, on relève les chiffres suivants :

sur 474 faillites terminées par l'union,

255 n'ont rien produit,

95 ont permis la répartition de 1 à 5%,

35 ont permis la répartition de 5 à 10 %.

Si l'on ajoute que dans les mêmes rapports on

(1) Dalloz. Répertoire pratique, sous Faillite N° 1830, Lyon 12 mars 1910. Journal des Faillites 1912, page 66.

note qu'en 1932, sur 3.039 faillites déclarées, 2.102 se sont terminées par clôture pour insuffisance d'actif ; qu'en 1933, sur 3.495 faillites, 2.437 ont eu la même conclusion, on est amené à constater que l'égalité est bien respectée entre les malheureux créanciers chirographaires, mais c'est l'égalité devant le néant.

Ce principe d'égalité entre les créanciers de la faillite n'est pas expressément formulé, sa réalité basée sur les articles qui viennent d'être cités n'est pas contestable ; elle résulte plus nettement encore des termes des articles 597 et 598 du Code de Commerce sous le Chapitre III — Titre II — Livre III du Code de Commerce, intitulé « Des crimes et des délits commis dans les faillites par d'autres que le failli », et ainsi conçus :

« ART. 597. — Le créancier qui aura stipulé, soit avec le failli, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de son vote dans les délibérations de la faillite, ou qui aura fait un traité particulier duquel il résulterait en sa faveur un avantage à la charge de l'actif du failli, sera puni correctionnellement d'un emprisonnement qui ne pourra excéder une année et d'une amende qui ne pourra être au-dessus de deux mille francs...

« ART. 598. — Les conventions seront en outre déclarées nulles à l'égard de toutes personnes et même à l'égard du failli.

« Le créancier sera tenu de rapporter à qui de droit les sommes ou valeurs qu'il aura reçues en vertu des conventions annulées. »

Comme on le voit, le Code de Commerce réprime avec rigueur les avantages particuliers dans les deux hypothèses prévues par l'article 597 et il établit une sanction pénale, la prison et l'amende, et une sanction civile, la nullité des conventions.

Avant, et pour permettre d'examiner les conditions d'application de ces articles dans le cas du concordat, il va être utile de résumer les caractères essentiels de cette convention.

CHAPITRE I

LE PRINCIPE D'EGALITE DANS LE CONCORDAT

§ I. — Rappel de la nature du concordat.

Le concordat est une convention qui intervient entre le débiteur et ses créanciers chirographaires qui ont produit, affirmé leur créance, laquelle a été vérifiée. Par ce contrat, sauf dans le cas d'abandon d'actif, le débiteur sera remis à la tête de son affaire après avoir obtenu, soit des délais, soit une réduction de créance, soit les deux.

Le concordat comporte de la part du créancier qui le vote une part de confiance dans l'honnêteté et le savoir-faire de son débiteur ; il se rend compte que les affaires malheureuses de ce dernier sont la conséquence de circonstances défavorables, mais aussi, et c'est là un facteur important de sa décision, il pèsera les possibilités de réalisation de l'actif, il examinera s'il peut en cas d'union espérer la répartition d'un dividende important ; s'il estime que cette réalisation sera difficile, qu'elle laissera un dividende minime après paiement des privilèges, il préférera donner sa chance au failli et accepter les propositions qui lui sont soumises. Après lui, il appartiendra au tribunal de faire le même calcul, si par ailleurs d'autres raisons n'interviennent pas pour motiver le refus du concordat.

La convention concordataire est d'ailleurs tout à fait particulière, et ceci pour trois raisons : elle s'impose aux dissidents et aux absents — elle doit

être soumise à la ratification des tribunaux et elle est susceptible d'opposition :

a) Contrairement aux principes du droit commun, le concordat est opposable à ceux qui ont refusé de l'accepter, opposable également à ceux qui étaient absents — il suffira qu'il ait été adopté par une double majorité, celle des deux tiers en sommes, celle de la moitié plus un en nombre.

On a pu écrire (1) que le concordat se ramène à une convention entre le débiteur et la masse, masse dans laquelle sont venus se confondre les droits de la créance individuelle et qui pourrait être considérée comme jouissant d'une véritable personnalité morale.

b) Mais ce contrat voté par la double majorité n'est pas encore parfait, le Tribunal de Commerce, et éventuellement la Cour, devront pour qu'il soit définitif l'homologuer et l'article 515 du Code de Commerce indique que cette homologation peut être refusée pour des motifs tirés de l'intérêt public ou de l'intérêt des créanciers. Ces motifs sont appréciés par les juges du fait qui ont à cet égard un pouvoir illimité, dont la décision échappe au contrôle de la Cour de Cassation (2).

c) De plus, pendant la huitaine suivant l'assemblée concordataire, tout créancier, vérifié et affirmé, peut faire opposition au concordat.

(1) M. Percerou, Traité des Faillites, Banqueroutes et liquidations judiciaires, N° 1288.

(2) Cour de Cassation (Ch. civ. 14 mai 1839, Dalloz Jurisp. Gen. v. Faillite N° 751. Cour de Bordeaux 18 décembre 1884. Journal des Faillites, 1885, page 286. C. de Cassation (Req.) 1^{er} avril 1901 D. 1901-1-263. Paris 12 avril 1934, Gaz. des tribunaux 26 octobre 1934.

Et là encore, on constate une dérogation aux principes généraux du droit, le créancier qui a voté le concordat, sauf le cas d'erreur, de dol ou de fraude, ne devrait pas pouvoir engager une telle procédure, une jurisprudence constante l'admet cependant.

En raison de ces particularités, on a même soutenu que le concordat n'était pas un contrat, mais plutôt une décision judiciaire, la doctrine en général se prononce pour la première solution (1) et affirme que le concordat dépend essentiellement de la libre volonté de la majorité des créanciers.

§ II. — Les stipulations d'inégalité.

Ces stipulations affectent deux modalités bien distinctes. Dans le premier cas, elles sont l'aboutissement de tractations occultes, secrètes et sont généralement passées en fraude des droits des créanciers et au détriment de la masse active de la faillite ;

Dans le second, au contraire, il s'agit de propositions incluses dans le pacte concordataire, au su et au vu de tous ; on conçoit que les tribunaux aient envisagé des solutions différentes selon qu'ils se trouvent en présence de l'une ou de l'autre de ces conventions.

(1) Percerou. Traité des Faillites, Banqueroutes et Liquidations judiciaires N° 1288.

A.

LES STIPULATIONS OCCULTES

Les opérations de vérification et d'affirmation étant terminées, la date de l'assemblée des créanciers à laquelle sera soumis le concordat est fixée.

Le débiteur a préparé son projet, il le soumet ou le fait soumettre à ses créanciers ; fréquemment, un créancier ayant été admis pour une somme importante, qui excède quelquefois même un tiers du passif, aura la tentation d'abuser de la situation pour dire à son solliciteur : vos propositions ne me conviennent pas, mais si vous me consentez un avantage spécial, je voterai le concordat.

Le failli, voulant à tout prix éviter l'union, essaiera de donner satisfaction aux exigences de son interlocuteur, il lui proposera de lui faire un versement de la main à la main (et alors aucune trace ne subsistera de l'opération), ou il lui acceptera en blanc des effets qui seront remplis à une date postérieure à la date d'homologation du concordat. Quelquefois, grâce au concours d'une tierce personne, il fera racheter la créance et le cédant donnera à l'acquéreur un pouvoir qui lui permettra de voter le concordat.

Les mêmes tractations auront lieu si le failli craint de ne pas avoir la majorité en nombre et s'il se trouve en présence d'un mandataire qui a groupé un certain nombre de créanciers.

Ce sont là des stipulations qui interviennent avant le vote du concordat, certaines lui sont postérieures.

Le concordat a été voté, mais des oppositions peuvent survenir dans la huitaine. Un créancier lance une assignation, pour des motifs sérieux ou non, dans ce délai. Le débiteur redoute les frais, les aléas, les lenteurs de l'instance qui va s'engager.

Cédant à la menace, il proposera un traitement préférentiel à son adversaire qui ne placera pas son assignation ou qui se désistera.

Malheureusement, de tels agissements sont fréquents et l'opposition, qui est dans son principe un moyen de défense efficace pour les créanciers, deviendra un procédé de chantage et une manœuvre préjudiciable à la masse (1).

L'habileté, l'ingéniosité des « praticiens » sont telles qu'il est le plus souvent impossible de faire la preuve de ces stipulations d'inégalité. Quand cette preuve peut être faite, les sanctions prévues par les articles 597 et 598 du Code de Commerce jouent, sous certaines conditions que nous allons rapidement énumérer.

L'article 597 prévoit deux cas : 1° Celui d'un créancier qui, en considération d'un vote dans les délibérations de la faillite, a exigé soit du failli, soit d'un tiers, des avantages particuliers ; 2° d'un créancier qui a passé un traité particulier à la charge de l'actif de la faillite.

Dans le premier de ces cas, la jurisprudence et la doctrine décident que peu importe que les avantages particuliers aient été consentis par un tiers

(1) M. Percerou, « De l'abus des oppositions du Concordat », Rev. Prat. de légis. et de jurispr. du Trib. de Com. de la Seine, 1920-2-148.

et ne soient pas à la charge de l'actif de la faillite (1) ou que ces avantages ne soient exigibles qu'après le paiement des dividendes concordataires (2), mais qu'il est indispensable que le vote ait été émis (3) et que les avantages accordés soient le prix de ce vote.

Les dispositions des articles 597 et 598 s'appliquent également dans l'hypothèse déjà citée d'un créancier qui a fait opposition au concordat et qui renonce, moyennant des avantages particuliers, à son opposition, même si ces avantages ne sont pas à la charge de l'actif de la faillite (4).

Quant au second cas visé par l'article 597, on considère que ses dispositions ne jouent pas lorsque la prestation stipulée ne blesse pas l'égalité entre créanciers (5) et que, par exemple, elle ne constitue qu'un dédommagement de renonciations consenties par ailleurs (6).

D'autre part, sauf le cas de fraude, la stipulation d'avantages particuliers pour être répréhensible doit être postérieure à la cessation de paiements connue du créancier (7), sans qu'il soit besoin, d'ailleurs, qu'il y ait eu un jugement déclaratif de faillite ; l'intention frauduleuse est indispensable.

(1) Cas. Civ. 9 mars 1898. D.P. 99-1-156.

(2) Percerou. Traité des Faillites, Banqueroutes et Liquidations judiciaires, T. II, N° 1551 bis.

(3) Contra, Lyon, Caen et Renault. Traité de droit commercial VIII, N° 960.

(4) Cassation 1^{er} mai 1897. Pandectes Françaises, 98-1-13.

(5) Paris 9 mai 1898. D.P. 98.2.490.

(6) Paris, 17 juin 1887. D.P. 88.2.121.

(7) Req. 26 mars 1888. D.P. 89.1.258.

De plus, la jurisprudence suppose, pour condamner les avantages particuliers, qu'il s'agit de stipulations clandestines, secrètes.

Il faut écarter les dispositions des articles 597 et 598 quand le créancier a cédé sa créance, il obtient, il est vrai, une situation meilleure que les autres, mais on a fait observer (2) qu'il ne s'agit que d'un avantage indirect et que cet avantage n'est pas subordonné au vote, puisque, bien au contraire, il tend à éliminer de ce vote le créancier récalcitrant (3).

(1) Paris, 5 février 1892. D.P. 92.2.120.

(2) A. Trasbot, De la stipulation d'avantages particuliers comme condition de vote du Concordat en matière de faillite et de liquidation judiciaire. Rousseau 1924.

(3) Nancy, 15 mars 1902. Journal des Faillites 1902, p. 265.

B.

DES STIPULATIONS D'INEGALITE APPARENTES

L'application des articles 597 et 598 a paru impossible aux tribunaux lorsqu'on se trouve en présence de propositions qui sont soumises à l'assemblée des créanciers et qui peuvent être librement discutées par elle ; ces propositions ne doivent-elles pas être rejetées comme contraires au principe de l'égalité des créanciers, cette égalité qui apparaît comme la base essentielle de la faillite ?

La majorité pourra-t-elle rendre opposable ces propositions à la minorité ?

La doctrine est divisée : certains auteurs (1) estiment que le concordat est dominé par ce principe d'égalité qui doit être considéré comme d'ordre public et qui, seul, permet de justifier le droit accordé à la majorité d'imposer sa volonté. Ce n'est que parce que les créanciers sont traités sur un pied d'égalité que l'on peut admettre la loi de la majorité, sinon des majorités se formeraient, non sur la base de l'intérêt commun, mais sur celle des intérêts particuliers.

(1) Traité de droit commercial de MM. Lyon, Caen et Renault. 5^{me} édit. Tome III, 609 ter et suivants.

Ces mêmes auteurs estiment, tout en le regrettant, qu'en l'état actuel, les stipulations entraînant inégalité de traitement ne sauraient être votées, conformément aux principes généraux du droit, que par l'unanimité (1).

D'autres auteurs (2) envisagent avec faveur des avantages particuliers dans des cas déterminés, estimant que la classique conception d'égalité doit céder devant des situations nouvelles ; que si les auteurs du Code ont estimé que la notion d'égalité supposait une intention déloyale dans tout avantage particulier, aujourd'hui, l'égalité ne saurait être prohibée que si elle est déloyale, qu'elle ne saurait être déloyale que si elle est clandestine.

Et la jurisprudence ?

On peut avancer, sans exagération, que les tribunaux consulaires homologuent sans difficulté des concordats comportant, plus ou moins ouvertement, des stipulations d'inégalité.

Cette attitude est due, d'une part, à la rigueur excessive de l'article 597 qui, comme tout texte entraînant une sanction pénale, doit être interprété restrictivement, d'autre part, en quelques circonstances et spécialement lorsque d'imposantes majorités sont réunies, qu'il n'y a pas eu d'opposition, par une tendance assez naturelle à ne pas se montrer « plus royaliste que le roi », mais aussi, dans

(1) Cas. 13 juillet 1910. Journal des Faillites, 1910 p. 385. Cas. 26 novembre 1919. Journal des Faillites 1920, p. 5.

(2) M. A. Trasbot, op. cit. P. Benoist. Des stipulations d'inégalité en matière de concordat. Journal des Faillites 1927 p. 154.

beaucoup de cas, par le légitime souci de ratifier une convention favorable à la masse des créanciers.

Dans les pages qui vont suivre, certains concordats vont être rapportés ; ils établiront la tendance actuelle des Tribunaux de Commerce, observation faite que beaucoup de concordats rentrant dans la catégorie de ceux qui font l'objet de cette étude, sont homologués sans difficulté par les juges consulaires et ne reçoivent que la publicité sommaire des journaux d'annonces légales.

CHAPITRE II

EXEMPLES DE CONCORDATS JUDICIAIRES

entraînant ou susceptibles d'entraîner
des Inégalités de Traitement entre Créanciers.

I

Le Tribunal de Commerce de la Seine homologuait le 9 avril 1913 (1) un concordat aux conditions suivantes :

ARTICLE 1^{er}. — M. L. s'engage à payer pour solde de tout compte, de façon à obtenir quitus 30 % de son passif, savoir :

1° dans la quinzaine de l'homologation, et ce, par les soins de M. B., commissaire à l'exécution du concordat, à tous les créanciers autres que M.S., un dividende immédiat et en espèces de 25 % ;

2° un complément de dividende de 5 % que M. L. versera d'année en année, soit à raison de 1 % par an et pour la première fois un an après homologation.

ARTICLE 2. — En ce qui concerne M. S., et

(1) A. Trasbot, op. cit.

par suite de la volonté de l'acquéreur (du fonds de commerce du failli), ce dividende sera porté à 70 %.

Il est de convention expresse que la fixation à 50.000 francs du prix d'achat du fonds de commerce n'a été déterminée que par la considération impulsive et déterminante de ce dividende de 70%, mais en retour, M. S..... renonce, en vertu des présentes, à toutes réclamations quelconques qu'il a pu introduire et qu'il pourrait avoir l'intention d'introduire soit contre M. L....., soit contre des tiers.

En conséquence, le paiement de la somme de 70 % fait à M. S..... aura pour effet de solder complètement sa créance et de l'obliger même à remettre son titre entre les mains de M. M....., ès-qualités, qui aura à en opérer l'annulation.

..... »

Voilà donc un exemple d'inégalité fort net. Tous les créanciers, à l'exception d'un seul, recevront un dividende de 30 %, ce créancier, traité d'une manière tout à fait spéciale, touchera 70 % de sa créance.

Mais cette inégalité, la majorité des créanciers l'a adoptée ; c'est que, sans doute, il était de l'intérêt de la masse d'accepter cette solution, la lecture de la convention fait ressortir que l'acquéreur du fonds, faisant du vote du concordat la condition « sine qua non » de l'achat, le refus des créanciers eût remis tout en question, il était peu probable qu'on retrouvât un prix aussi intéressant, et, de

plus, on relève que le créancier avantagé en contrepartie de la stipulation en sa faveur abandonne des revendications qu'il avait formulées ou se croyait en droit de formuler, et là encore, il y avait un risque pour les autres créanciers.

Ils ont donc adopté la solution qui leur donnait droit à un avantage immédiat et chiffré, plutôt que de courir l'aléa d'un procès et d'une réalisation incertaine. Le Tribunal, se rangeant à ces raisons, n'a pas hésité à homologuer ce concordat.

II

REGLEMENT SPECIAL ACCORDE AUX PETITES CREANCES

De plus en plus, on rencontre fréquemment dans les concordats groupant de très nombreux créanciers, une clause assurant aux petites créances inférieures à 500, à 1.000 francs par exemple, un règlement immédiat ou à très court terme, mais généralement avec un pourcentage plus faible que celui accordé aux autres créanciers.

En février 1923, le Tribunal de Commerce de la Seine a homologué le concordat d'une importante Société exploitant des Chantiers Navals et qui offrait à ses créanciers chirographaires comprenant les fournisseurs et les porteurs de bons et d'obligations qu'elle avait émis Cinquante pour cent du montant de leurs créances en principal et en intérêts arrêtés au jour du jugement d'admission au bénéfice de la liquidation judiciaire. Ce dividende était payable la moitié en obligations d'une valeur nominale de 125 francs et la seconde moitié en parts bénéficiaires sans valeur nominale à raison de une part pour chaque fraction de la créance originaire égale à 500 francs.

Cependant, sous le § 3 de l'article 1^{er}, ce concordat indiquait que les créances inférieures à 500

francs soit qu'elles aient été originairement inférieures à cette somme, soit qu'elles constituent les restes de la division par 500 des créances supérieures, recevraient un dividende de 50 % payable en espèces dans le délai d'une année à partir de l'homologation définitive.

Les créances inférieures à 500 francs reçoivent des espèces, alors que les autres touchent un dividende uniquement en papier.

A noter, en passant, que dans ce même concordat les obligataires étaient obligatoirement groupés en Société Civile, or, une jurisprudence récente (1) condamne la formule du concordat qui attribue des parts ou obligations aux créanciers lorsqu'ils sont soumis aux décisions d'une association civile qui leur enlèverait sans leur consentement unanime le droit primordial de protester individuellement contre la non exécution éventuelle des obligations prises envers chacun d'eux, la Cour déclare que cette attribution constituerait une espèce de « novation ».

Une telle jurisprudence, si elle se confirme, compromettra grandement les possibilités de concordat pour les affaires importantes et restreindra singulièrement le pouvoir de la majorité des créanciers. Il semble que chacun des créanciers, pouvant à son gré accepter ou refuser d'être réglé en obligations, l'assemblée peut librement se prononcer ; mais si elle décide d'accepter ce mode de règlement, si le pacte concordataire prévoit la création d'un grou-

(1) Paris, 12 février 1934. Semaine Juridique 26 mars 1934. N° 12, Af. Crédit Foncier du Brésil.

pement d'obligataires, chacun des porteurs, de même qu'au cas de souscription, est lié par les statuts de ce groupement.

Dans l'exemple précité, les créances minimales reçoivent le même dividende que les autres, mais le plus souvent les pactes concordataires ne leur attribuent qu'un dividende moindre, qualifié parfois d'escompte.

C'est ainsi que le Tribunal de Commerce de la Seine a homologué, le 7 août 1934, le concordat voté le 11 juillet 1934 par les créanciers de la Banque Gautier.

La Société débitrice avait comme principal élément d'actif un portefeuille de titres dont la réalisation brusquée, massive, eût entraîné une dépréciation considérable.

Elle exposa donc à ses créanciers qu'elle estimait qu'ils pourraient être désintéressés intégralement s'ils acceptaient la répartition entre eux de ces titres au prorata de leurs créances.

Les titres ne seraient pas négociables pendant une durée de deux années et resteraient bloqués sous le contrôle des commissaires au concordat pendant la même période qui pourrait être doublée avec l'agrément de la majorité des créanciers.

Chaque créancier devait recevoir quatre-vingt pour cent en titres évalués au prix de l'achat par la Banque débitrice, le surplus devait être réglé par l'attribution aux créanciers du produit net à obtenir des réalisations d'actif et des recouvrements à effectuer sous le contrôle des commissaires au concordat.

Ces propositions auraient eu peu de succès auprès des créanciers de sommes modiques; le projet de concordat accordait à tout créancier, dont la créance était inférieure à 5.000 francs, la faculté de faire régler sa créance à forfait, moyennant un dividende en espèces de 40 % et pour solde de tous comptes.

Ces stipulations présentent des avantages, elles répondent à des considérations diverses. On fait valoir que les petits créanciers ont besoin de leur argent et qu'il est humain de les régler plus rapidement, mais cette raison ne nous apparaît pas comme déterminante, car celui qui est titulaire d'une petite créance, n'a pas nécessairement une situation modeste ; or, les stipulations rapportées s'appliquent sans distinction ; il serait équitable de préciser, par exemple, que, seuls, les particuliers, à l'exclusion de toutes les sociétés commerciales pourraient en bénéficier.

Mais cette disposition est utile pour des motifs d'ordre pratique ; d'abord, elle facilite les comptes, évite la mise en distribution pendant des années de dividendes infimes et surtout, si on ne l'insère pas dans le concordat, on se heurtera à l'indifférence du créancier qui s'abstiendra ; il n'a guère d'intérêt au renflouement de l'affaire, il produira, affirmera sa créance, puis il se désintéressera d'un concordat qui ne lui donnera chaque année qu'une somme insignifiante, alors que la réalisation — qui ne lui fait pas courir un risque sérieux — lui assure un règlement plus rapide.

Comme notre législation exige la majorité absolue des créances affirmées et vérifiées, que par ailleurs les abstenants sont considérés comme votant contre, il importe de parer à cette indifférence du petit créancier en lui assurant une sorte de prime.

On a même étudié les moyens d'écarter les petits créanciers dès le début des opérations de la faillite. Cette mesure aurait pour résultat, indépendamment des avantages qui viennent d'être énumérés, de réduire les frais de la faillite et notamment les frais de greffe assez lourds du fait de l'envoi par poste aux créanciers des avis relatifs aux diverses opérations, avis multipliés encore s'il y a ouverture de plusieurs masses. Mais surtout on éliminerait ainsi les spécialistes du rachat des petites créances ou les mandataires qui n'ont pour but que de monnayer leur concours au vote du concordat ou de faire opposition à ce concordat pour se faire payer leur désistement.

M. Paul Benoist (1) préconise une procédure rapide, celle du référé devant le Président du Tribunal de Commerce qui autoriserait le syndic à régler les petits créanciers à concurrence d'une somme déterminée et suivant les possibilités de la trésorerie de la faillite.

On pourrait concevoir encore, lors de la première assemblée, une consultation des créanciers qui don-

(1) P. Benoist. Des stipulations d'inégalité en matière de concordat. Op. cit.

neraient leur avis, après quoi le juge-commissaire rendrait une ordonnance fixant les conditions du règlement envisagé.

Mais, encore que les stipulations favorables aux petits créanciers soient généralement admises par les Tribunaux, car elles n'entraînent aucun inconvénient sérieux, une décision récente est revenue à l'application stricte du principe d'égalité entre créanciers.

La Cour de Paris a refusé d'homologuer le concordat sollicité par la Société Centrale des Banques de Province par un arrêt longuement motivé.

Ce concordat avait été voté le 20 juin 1933 et voté par 944 créanciers, représentant une somme totale d'environ 25.500.000 francs sur 1.587 créanciers représentant une somme de 34.000.000 de francs. Le Tribunal avait homologué ce concordat ; sur opposition de divers créanciers, la Cour fut saisie et infirma le jugement.

La Société Centrale des Banques de Province offrait de régler son passif :

« 1° Par le versement d'une somme garantie en toute hypothèse et s'élevant à soixante-dix pour cent du montant des créances telles qu'elles existaient au jour du jugement ayant admis la Société au bénéfice de la liquidation judiciaire ;

2° Par la création de bons de répartition, titres sans valeur nominale, donnant droit au porteur de toucher éventuellement, à concurrence de trente pour cent de la somme pour laquelle le bénéficiaire du bon aura vu sa créance admise une quote-part

des réalisations nettes pouvant être faites en sus de celles ayant permis le paiement des soixante-dix pour cent payables ferme ».

Sour l'article IV, la Société débitrice stipulait, en outre :

« La Société Centrale des Banques de Province est autorisée à procéder, dès l'homologation définitive du concordat, à l'escompte du dividende global qu'aux termes du présent concordat les créanciers admis dont la créance est égale ou inférieure à mille francs sont appelés à recevoir ;

« Cet escompte aura lieu sur la demande des intéressés, moyennant le versement comptant fixé en bloc et à forfait et pour solde net de soixante-dix pour cent du montant. »

C'était là une formule semblable à celle qui figurait dans le concordat de la Banque Gautier qui a été citée ; elle constituait l'escompte du dividende promis et elle ne créait qu'une simple faculté nettement en faveur des petits créanciers qui avaient un intérêt évident à faire jouer cette clause.

La Cour l'a condamnée par un arrêt du 12 avril 1934 (1), et parmi de sévères et nombreux considérants on relève celui-ci :

« Considérant que la clause 4 du concordat permettant l'escompte des petites créances, constitue au profit de quelques créanciers un privilège contraire à l'ordre public, puisque cette disposition romprait le principe primordial de l'égalité des créanciers chirographaires qui s'impose dans les

(1) Gazette du Palais des 26 et 27 octobre 1934.

faillites et les liquidations judiciaires.

« Considérant que cet escompte n'aurait pu être valablement voté que par l'unanimité des créanciers.

Considérant qu'il n'en a rien été,

.

PAR CES MOTIFS :

.

Dit et juge contraire à l'intérêt de la masse les avantages spéciaux consentis aux créanciers dont la créance est inférieure à 1.000 francs, puisqu'il n'y a pas eu unanimité au consentement de cette faveur de la part des autres créanciers.

Dit que cette clause est incompatible avec l'égalité de traitement des créanciers d'une même masse, à défaut d'une décision unanime des créanciers... »

Cet arrêt revient donc à l'application rigoureuse du principe d'égalité, il dénie à la majorité le droit de voter une stipulation spéciale aux petits créanciers, droit qu'il ne reconnaît qu'au cas de vote unanime, il proclame dans ses motifs qu'une telle stipulation est contraire à l'ordre public et dans son dispositif qu'elle nuirait à la masse.

Sur ce dernier point, on peut estimer que le règlement distinct accordé aux petits créanciers n'est pas « a priori », et indistinctement, fait au détriment de la masse, un dividende immédiat de 40 % comptant peut être considéré comme un véritable escompte, équivalent à un dividende de 80 ou 100 % payable en plusieurs annuités, de plus, l'intérêt réel de la masse, on l'a déjà dit, milite souvent

en faveur de ces stipulations, l'ensemble des créanciers peut souhaiter que ceux d'entre eux qui ont des créances minimales votent le concordat ; or, ils ne voteront que s'ils ont un intérêt immédiat à le faire. Il y a donc, à notre sens, une question d'espèces et une condamnation de principe aussi absolue que celle de l'arrêt rapporté nous paraît peu souhaitable, car elle ira souvent à l'encontre de l'intérêt bien compris de la masse qui dicte les solutions en matière de liquidation judiciaire. Peut-être, en raison de la condamnation extrêmement sévère de l'attitude et de la gestion du Conseil d'Administration de la Société débitrice, la Cour a-t-elle vu un moyen « surabondant » de refuser l'homologation de ce concordat ?

D'autres décisions permettent à la majorité de l'assemblée concordataire d'adopter des modalités de règlement favorisant les créanciers à concurrence d'une certaine somme, même lorsqu'il ne s'agit pas de sommes modiques.

Par jugement du 17 novembre 1932, le Tribunal de Commerce de la Seine a homologué le concordat accordé, après liquidation judiciaire, au Comptoir Lyon-Alemand par ses créanciers.

Ce concordat était le suivant :

ARTICLE PREMIER.

« Messieurs les créanciers font remise de trente pour cent (30 %) du montant de leurs créances à la Société du Comptoir Lyon-Alemand, qui accepte et les en remercie.

ARTICLE 2.

« Le Comptoir Lyon-Alemand s'engage à régler ainsi qu'il suit Messieurs les créanciers chirographaires des soixante-dix pour cent (70 %) non remis du montant de leurs créances en principal et accessoires telles que ces créances arrêtées au douze octobre 1931, jour de la liquidation judiciaire, ont été admises et affirmées ou seront ultérieurement reconnues de la façon suivante :

« Premièrement sur la *portion de chaque créance égale ou inférieure à soixante quinze mille francs par un versement en espèces de soixante dix pour cent en deux fractions.*

« Deuxièmement sur la *portion de chaque créance dépassant soixante quinze mille francs par le règlement de ladite portion au moyen de la remise d'un Bon de caisse de soixante dix pour cent de ce surplus remboursable sans intérêt en trente annuités égales à dater du premier juillet 1935 avec possibilité de remboursement anticipé dans les termes de l'article cinq ci-dessous.*

« Les bons de caisse devant être d'un montant minimum de cinq cents francs ou d'un multiple de cette somme, l'insuffisance ou la soulte de créance, s'il en existe, seront réglées en espèces au moment de la délivrance des bons.

ARTICLE 3.

« Le règlement en espèces et la délivrance concomitante des bons pour tous les créanciers s'effectuera de la façon suivante :

« Le règlement en espèces s'opérera en deux fractions égales, la première trois mois après l'homologation définitive du concordat, la deuxième trois mois après le premier règlement.

.

ARTICLE 5.

.

« Le Comptoir Lyon-Alemand aura la faculté d'anticiper le paiement des échéances concordataires. Cette anticipation ne pourra avoir lieu qu'après autorisation des commissaires nommés au concordat.

« *Les anticipations pourront bénéficier soit à l'ensemble des créanciers de façon égale, soit à l'un ou certains d'entre eux seulement de façon inégale.*

« Si les remboursements intéressent l'ensemble des créanciers de façon égale, ils seront obligatoires pour chacun d'eux.

« Dans tous les cas, les remboursements anticipés ne pourront intervenir que sur la base de la « valeur actuelle » des créances concordataires. Cette valeur sera égale au montant nominal des sommes dues sous déduction d'un escompte et intérêts composés qui sera bonifié à la Société sur la période d'anticipation.

.

« Si les remboursements anticipés en valeur actuelle ou même à forfait inférieure à cette somme n'intéressent qu'un créancier, qu'un groupe de créanciers, mais de façon inégale, les décisions devront être soumises à l'agrément du ou des créanciers à rembourser et ne pourront être prises qu'à l'unanimité des commissaires qui ne donneront leur autorisation qu'autant que la mesure présentera un avantage marqué dont, par voie de conséquence, seront appelés à bénéficier l'ensemble des créanciers demeurés en dehors de l'opération.

. »

Ce concordat avait été voté par 821 créanciers sur 962 créanciers ayant fait vérifier et affirmer leurs créances, et en sommes, ses créanciers accep-

tants représentaient 778.029.056 fr. 35 sur un passif de 813.774.327 fr. 91.

Ces majorités sont écrasantes et c'est ce qui explique probablement que le Tribunal n'a pas hésité à homologuer ce concordat, dont il a paru intéressant de rapporter les passages essentiels. Il montre la hardiesse de la pratique ; on y relève, en effet, une première atteinte à l'égalité, les créanciers inférieurs ou égaux à 75.000 francs touchant intégralement leur dividende en espèces dans un délai de six mois, alors que les créanciers de sommes supérieures touchent soixante quinze mille francs dans les mêmes conditions, mais le solde de leur dividende n'est payable, en principe, qu'en trente années ; la seconde dérogation n'est pas moins nette, la Société débitrice peut, quand elle y a intérêt, rembourser soit un créancier, soit un groupe de créanciers, soit tous les créanciers et de manière inégale.

III

DES INTERVENTIONS DE CREANCIERS

DANS LES CONCORDATS

Dans les concordats, il est fréquent que se produisent des interventions soit de créanciers, soit de tiers ; ces derniers, pour donner une caution ou, lorsqu'il s'agit de créanciers privilégiés ou hypothécaires, s'engager à ne pas réaliser leur gage au cas de vote du concordat ou encore accepter des modalités de paiement différentes de celles qui avaient été convenues.

Celles qui rentrent dans le cadre de la présente étude émanant de créanciers qui ont eux-mêmes produit à la faillite et qui déclarent, dans le pacte concordataire, accorder aux autres créanciers un droit de priorité pour le paiement des dividendes promis ou même renoncer à tout dividende sous la condition de vote et d'homologation du concordat.

Ces interventions ne sont pas rares lorsque le failli est un individu exerçant personnellement le commerce ou un membre d'une société en nom collectif. Dans ce cas, ses parents ou ses amis interviennent pour lui faciliter l'obtention du concordat.

Voici le texte d'un concordat individuel présenté par un associé non gérant d'une société en nom

collectif, dont la famille était créancière de près de 650.000 francs, alors que l'ensemble des autres créances s'élevait à peine à 400.000 francs, concordat présenté le 9 mars 1934 et homologué le 2 juillet 1934 par le Tribunal de Commerce de la Seine.

ARTICLE PREMIER.

« Tout l'actif de la Société L. et C^{ie} demeurant sous le régime de l'union, M. G. S..... s'engage par des moyens étrangers à l'actif social à verser à MM. les créanciers un dividende de 75 % sans intérêts du montant de leurs créances en principal, en dix ans par dixième, soit 7,5 % chaque année pour le premier paiement avoir lieu un an après homologation.

ARTICLE 2.

« A ce concordat interviennent :

« 1^o M. J. S..... agissant en qualité de gérant de la Société à responsabilité limitée, les fils de E.S. (Société existant entre le liquidé et ses trois frères) ;

« 2^o M^{me} S..... (la femme du liquidé, séparée de biens) ;

« 3^o M^{me} P..... (sa belle-sœur) ;

« Respectivement créanciers de :

« 310.000 francs (trois cent dix mille francs) ;

« 125.000 francs (cent vingt cinq mille francs) ;

« 200.000 francs (deux cents mille francs) ;

« Lesquels, au cas de vote et d'homologation du présent concordat, s'obligent à ne pas encaisser le montant des dividendes leur revenant tant que les autres créanciers, vérifiés et affirmés, n'auront pas touché l'intégralité des sommes à eux dues par M. G. S. en vertu du présent concordat. »

.

*
**

Depuis que la loi du 17 mars 1925 a institué dans notre droit commercial la Société à responsabilité limitée, on constate que, pour éviter de payer un droit d'enregistrement trop lourd à la constitution et peut-être, dans certains cas, dans le but de mettre en échec les droits des créanciers, les fondateurs de ces sociétés fixent le capital social au minimum autorisé soit 25.000 francs ou à un chiffre trop faible pour les besoins réels de la Société.

Puis, immédiatement après la constitution, le capital étant épuisé, ils font à la société des avances en comptes courants, ils se créditent également des appointements et des frais qu'ils n'ont pas perçus et qui sont souvent disproportionnés avec l'importance de l'affaire.

Celle-ci venant à tomber en faillite ou en liquidation judiciaire, ils produiront pour le solde de leur compte courant et pourront, de ce fait, intervenir au concordat. Presque toujours les autres

créanciers, même si la créance de l'associé n'a aucun caractère suspect, exigeront qu'il y renonce ou tout au moins qu'il leur cède la priorité.

Cette exigence est assez justifiée ; en général, la mauvaise gestion de l'associé étant à l'origine de la faillite.

On conçoit qu'il est difficile au gérant de la société, qui est en même temps créancier, de se refuser au sacrifice qui lui est demandé. Un exemple de cette situation peut être trouvé dans le concordat des Sièges P. B. voté le 20 mars 1933, homologué en juin 1933 par le Tribunal de Commerce de la Seine.

Cette Société à responsabilité limitée au capital de 50.000 francs avait déposé son bilan et obtenu la liquidation judiciaire. Sur un passif total d'environ 900.000 francs, le gérant, M. B..... était personnellement créancier de 410.000 francs ; il est intervenu au concordat pour déclarer qu'il ne toucherait aucun dividende tant que le concordat n'aurait pas été exécuté intégralement à l'égard des autres créanciers.

Ces clauses sont favorables à la masse ; elles facilitent le vote des concordats ; mais on peut avancer que ces renonciations de parents, d'amis, des associés, gérants ou non, sont rarement spontanées ; elles sont imposées et, dès lors, elles semblent bien rentrer dans le cadre des avantages particuliers stipulés par les créanciers à raison de leur vote dans la faillite.

Au cas de résolution du concordat, quel est le sort réservé aux créanciers qui ont consenti à de telles clauses ?

Reprendront-ils leurs droits et seront-ils sur le même plan que les autres créanciers ?

Certaines décisions considèrent que l'inégalité est définitive, d'autres admettent que le créancier renonçant reprend tous ses droits.

Pour la première opinion, on peut citer un arrêt fortement motivé de la Cour de Rouen (1).

Un certain Maillard avait déclaré renoncer, en vue de l'obtention du concordat, à prendre part à toute répartition avant les autres créanciers. Le concordat avait été résolu pour inexécution des conditions.

Maillard émettant la prétention de faire valoir son droit de créancier, le syndic refusa de l'admettre, déclarant que le renonçant avait contracté au profit des autres créanciers une obligation irrévocable.

La Cour de Rouen fit sienne la thèse du syndic, déclarant que les seules conditions de l'obligation de Maillard, à savoir le vote et l'homologation, avaient été réalisées, que cette obligation ne pouvait dépendre d'une condition non prévue au concordat, alors que c'était en considération de l'engagement du demandeur que les créanciers avaient voté le concordat.

Et la Cour, s'appuyant sur les articles 520, 525 et

(1) Journal des Tribunaux de Commerce 1903, page 717, N° 15.873. Maillard c/ Syndic Langlois.

526 du Code de Commerce, déclara qu'on ne saurait assimiler la résolution du concordat à son annulation, puisqu'en particulier les cautions, les hypothèques consenties par des tiers au profit des créanciers subsistent après la résolution et que le créancier, qui a touché un dividende en exécution du concordat, ne peut plus figurer dans la masse de la seconde faillite que pour une portion de sa créance.

Plus récemment, le Tribunal de Commerce de la Seine a tranché un cas similaire et l'a résolu en sens inverse (1).

Le 24 juillet 1907, M. Choquart avait obtenu la liquidation judiciaire ; au moment du vote du concordat, ses parents avaient fait abandon pour le cas de vote et d'homologation du concordat, non seulement de leurs privilèges et hypothèques, mais encore d'un quart de leurs créances chirographaires. Le concordat fut inexécuté, résolu et le débiteur placé en état de faillite.

Les parents du failli demandèrent soit leur inscription comme créanciers chirographaires pour le montant total de leurs créances, soit leur inscription au titre privilégié, le tout dans les conditions où ces inscriptions eussent été faites si aucun abandon de droit n'avait été consenti par eux.

Le syndic prétendait que les renonciations

(1) Journal des Tribunaux de Commerce, Année 1911, P. 113 N° 18.818. Consort Choquart c/ Mauger es q.

étaient irrévocables et qu'on ne comprendrait pas que des tiers, surtout des parents, intervinssent pour faire paraître le concordat plus avantageux aux créanciers et qu'ils puissent bénéficier plus tard de l'inexécution du concordat, et il invoquait les dispositions de l'article 520 du Code de Commerce.

Le Tribunal a estimé qu'on ne saurait étendre les dispositions de l'article 520 par voie d'assimilation qui lui apparaît peu exacte, la caution s'obligeant personnellement vis-à-vis des créanciers à remplir les engagements du débiteur s'il est défaillant, que d'ailleurs les parties contractantes, créanciers et « abandonataires » ne traitent qu'en considération de l'exécution par le failli du concordat facilité par des abandonnements, mais que la résolution du concordat étant l'application de l'article 1184 du Code Civil auquel se réfère l'article 520 du Code de Commerce, la résolution annule le concordat et replace les parties dans le même état qu'auparavant ; le Tribunal ajoute encore que les créanciers antérieurs au concordat, aux termes de l'article 526, rentrent dans l'intégralité de leurs droits, qu'il n'est plus tenu compte de la remise de dette consentie par le concordat et que la loi ne fait pas de distinction au cas où la remise n'a point été égale entre tous les créanciers.

Il serait bon, croyons-nous, de distinguer entre la renonciation à tout dividende et le simple droit de priorité reconnu aux autres créanciers, si le con-

cordat ne vise pas expressément les droits de l'intervenant au cas de résolution.

Dans la seconde hypothèse, cet intervenant ne fait que consentir un délai plus long au débiteur pour lui permettre le paiement du dividende, mais il n'abandonne nullement sa créance et si l'actif qui constitue son gage vient à être réalisé, il est légitime qu'il prenne part à la répartition qui interviendrait après que son débiteur aura été placé en état de faillite.

Au cas d'abandon sans réserve de la créance de la part de l'intervenant, il semblerait plus conforme à l'intention des parties que cette renonciation soit définitive et que le créancier qui a abandonné son droit en considération du vote et de l'homologation, ne puisse plus participer à la répartition. Mais, pour éviter toute difficulté, les rédacteurs du concordat devraient s'expliquer nettement sur ce point délicat pour que les créanciers puissent se décider en connaissance de cause.

IV

L'INTERVENTION DE TIERS EN FAVEUR D'UN GROUPE DE CREANCIERS

Les interventions dont il a été fait mention jusqu'à présent se sont manifestées en faveur de tous les créanciers chirographaires sans distinction.

La pratique offre des exemples d'interventions en faveur d'une seule catégorie de créanciers à l'exclusion des autres.

C'est une intervention de cette nature qui a eu lieu à l'occasion du règlement transactionnel de la Banque Industrielle de Chine, cette dernière circonstance ne modifiant pas d'ailleurs les conclusions que l'on peut tirer de l'analyse du pacte, qui aurait aussi bien pu se présenter en matière de faillite ou de liquidation judiciaire.

Les détails en sont rapportés dans un article de M. Paul Benoist (1), liquidateur judiciaire honoraire près le Tribunal de Commerce dont la grande expérience et l'esprit ingénieux, toujours à la recherche de solutions pratiques, l'amènent à penser qu'on ne saurait prohiber en toute circonstance les stipulations entraînant inégalité de traitement et qui était précisément administrateur de la Banque Industrielle de Chine.

(1) Paul Benoist, *Journal des Faillites* 1927, page 154. Des stipulations d'inégalité en matière de concordat, op. cit.

Le règlement transactionnel de la Banque Industrielle de Chine a été homologué par arrêt de la Cour d'Appel de Paris, le 8 décembre 1923.

L'article 8 du pacte contenait une intervention en faveur des créanciers d'Extrême-Orient admis à échanger, sous le contrôle des autorités administratives ou des agents diplomatique ou consulaires, leurs bons de répartition (qu'ils recevraient au même titre que tous les autres créanciers chirographaires) au pair contre des Bons Gold Dollar des Etats-Unis 5 % amortissables en 23 ans....

Cette stipulation entraînait évidemment une inégalité en faveur des créanciers d'Extrême-Orient.

Le rapport dressé par l'administrateur disait :

« Il n'existe dans ce traité aucune cause d'inégalité entre les créanciers du fait de la Banque Industrielle de Chine. S'il arrive que, par application de l'accord chinois, les créanciers d'Extrême-Orient — suivant la détermination qui en est faite par le traité de règlement — puissent bénéficier d'options et recevoir des bons de 5 % en échange de leurs bons de répartition et que certains d'entre eux puissent même être assurés de négocier au pair leurs bons de 5 %, c'est uniquement en conséquence de l'intervention gouvernementale, ayant pour objet la sauvegarde des intérêts nationaux et moraux de la France en Extrême-Orient.. »

La dernière considération avait, en fait, une importance capitale. Comme le soulignait le rapporteur, cet avantage consenti aux créanciers d'Extrême-Orient n'était pas à la charge de l'actif de la Société débitrice, l'intervention de l'Etat leur accor-

dait un sort meilleur sans que cela préjudiciât aux autres ; néanmoins, si la Cour avait voulu appliquer dans toute sa rigueur le principe d'égalité, elle n'eût pas admis l'intervention de l'Etat au seul bénéfice d'une catégorie de créanciers ; on peut supposer que les créanciers d'Extrême-Orient n'ont accepté le règlement qui leur était proposé qu'en raison de la stipulation particulière les concernant et qui est visée expressément par l'article 597 du Code de Commerce :

« Le créancier qui aura stipulé, soit avec le failli, *soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de son vote dans les délibérations de la faillite.....* »

On peut donc retenir la décision de la Cour comme établissant la tendance jurisprudentielle à accepter les inégalités de traitement résultant du concordat lorsqu'elles sont justifiées.

V

LES CLAUSES DU CONCORDAT STIPULANT LE PAIEMENT DU DIVIDENDE AUX CREANCIERS EN DEVICES ETRANGERES AU COURS DU JOUR DU REGLEMENT

C'est là une clause qui a été examinée en doctrine et que la jurisprudence tranche diversement ; cependant, elle paraît admettre, qu'en matière de faillite, c'est le change au cours du jour du jugement déclaratif qui doit être retenu (1).

Cette question du change qui, avant guerre, ne présentait qu'un intérêt assez secondaire, les principales monnaies ayant des variations insignifiantes, prend à notre époque une importance capitale et la fixation de la créance en monnaie étrangère dans la faillite, mais plus encore en ce qui concerne le concordat, est susceptible d'entraîner des différences considérables.

Dans la note parue sous un arrêt de la Cour Suprême (2), le rédacteur indique que la seule date de fixation de la créance possible est celle du juge-

(1) Cassation 17 novembre 1930, Dalloz hebdomadaire 1931 p. 37.

(2) Cassation, Affrêteurs Réunis. Hamot esq. c/ Sté générale 1^{er} février 1927. Journal des faillites 1927, page 28 et note.

ment déclaratif, l'évaluation de sa créance d'après le cours de ce jour mettra, dit-il, son titulaire sur le pied d'égalité avec tous les autres (1).

On peut admettre avec certains auteurs (2) que cette conclusion, en ce qui concerne le concordat, entraînera presque fatalement une inégalité de traitement soit au bénéfice, soit au détriment du créancier en devises étrangères, la conversion au jour du jugement déclaratif devrait n'être qu'une « conversion de production », conformément aux dispositions de la loi du 17 Floréal an VII, à la loi du 4 juillet 1897, ayant pour résultat de permettre le calcul des majorités en sommes au moment du concordat ; mais ce concordat une fois voté, à cette conversion de production devra être substituée une conversion de dividende.

Prenons une faillite déclarée en 1926, au moment où le cours de la livre sterling a atteint et même dépassé le cours de 200.

Un créancier anglais a produit et affirmé sa créance, alors qu'au jour du jugement déclaratif de la faillite le cours était de 200, il est créancier de 100 livres, convertie en francs sa créance sera fixée à la somme de 20.000 francs.

Un concordat est présenté par le débiteur qui propose de régler son passif à cent pour cent, sans intérêt, en dix annuités, l'échéance du premier dividende étant fixée un an après la date du jugement d'homologation.

(1) Journal des Tribunaux de Commerce. Année 1925. P. 199, Swiss Bank c/ Flanque esq.

(2) A. Trasbot, op. cit.

En 1935, la livre cote 75, si le débiteur règle le dixième échu sur la base de la créance convertie au jour du jugement déclaratif, il lui sera versé 2.000 francs qui lui permettront de se procurer plus de 26 livres, alors qu'en réalité il ne doit recevoir en francs que la somme nécessaire pour se procurer 10 livres, soit 750 francs.

Il faut donc considérer la conversion de la créance au jour du jugement déclaratif comme un mode de calcul nécessaire, mais sans perdre de vue, qu'en réalité, le créancier a toujours droit à la devise convertie. Il obtient la satisfaction qui lui est due si on lui remet la somme en francs français correspondant à cette devise au jour du règlement.

Le Tribunal de Commerce de la Seine a homologué le règlement transactionnel de la Banca Italiana di Sconto voté par les créanciers de cette Société en juillet 1922 (1).

Voici les deux premiers articles :

ARTICLE PREMIER.

« Les créances seront arrêtées en principal à la date du 29 décembre 1921, date à partir de laquelle elles ont cessé définitivement de produire des intérêts.

(1) Voir Annexe 1. Règlement transactionnel de la Banca Italiana di Sconto.

ARTICLE 2.

« La Banca Italiana di Sconto représentée par la Banca Nazionale di Credito, sa liquidatrice, s'engage à payer, ainsi qu'il sera dit à l'article 3 ci-après, un dividende de 85 %.

« A Messieurs les Créanciers en lires ou en monnaies étrangères résidant en France, les paiements se feront en francs décomptés au cours du jour du paiement. »

C'est de l'application de la thèse contraire, cependant généralement adoptée, que découlerait entre créanciers l'inégalité de traitement.

VI

LES CONCORDATS A OPTION

Récemment, la Société Lorraine Minière et Métallurgique proposait à ses créanciers un concordat qui a été voté par les deux majorités, mais qui est actuellement, du fait d'oppositions de divers créanciers, soumis à la Cour dans les termes suivants :

ARTICLE PREMIER.

« La Société Lorraine Minière et Métallurgique s'engage à régler MM. les Créanciers chirographaires en leur laissant le choix entre l'une ou l'autre des modalités ci-après.

« Règlement A. — Règlement à 40 % du montant de leur créance, à raison d'une obligation de 400 francs pour 1.000 francs de créance ou pour tout rompu supérieur à 975 francs, ou encore par obligation d'un nominal de 1.000 francs (émission 1930 ou 1931 quel que soit leur taux d'admission) portant 3 % d'intérêt fixe et, en outre, un revenu variable dont le taux sera déterminé à l'article 2 ci-après.

« La soulte restant due, au cas où la remise d'obligations n'arriverait pas à parfaire les 40 % de créance reconnue, sera payable en espèces, en

5 ans, pour le premier paiement avoir lieu un an après homologation définitive du concordat.

« Ces obligations, pour les intérêts fixes, porteront jouissance de la date d'expiration du délai d'option et pour les intérêts variables de la date d'ouverture qui suivra l'homologation définitive du concordat.

« Règlement B. — Règlement à 30 % de leur créance payable en 15 ans, sans intérêt, pour le premier paiement avoir lieu un an après le jugement d'homologation du concordat.

« Règlement C. — Ce règlement sera porté à 50 % (immédiatement exigibles jusqu'à concurrence du montant nominal de leur souscription) pour les créanciers qui, dans le délai fixé au paragraphe du premier article, auront souscrit en règlement de la totalité de leur dividende concordataire, à des actions émises à titre d'augmentation de capital au pair de 200 francs par action à libérer intégralement lors de leur souscription et dont la souscription aura été reconnue conciliable avec les dispositions de l'article 11 des Statuts et les engagements imposés à la Société lors de l'acquisition de ses mines et usines.

« La partie du dividende concordataire excédant le montant ainsi souscrit sera payable en trois ans, pour le premier paiement avoir lieu un an après le jugement d'homologation définitive du concordat, sans intérêt.

.

« Les créanciers qui n'auraient pas fait connaî-

tre leur choix dans les quarante jours qui suivront l'homologation définitive du concordat seraient réputés avoir opté pour le règlement A... »

Ce concordat est le type achevé de la formule dite « à option », puisque le règlement peut se faire au gré du créancier soit en espèces, soit en obligations, soit même en actions de la Société, le dividende variant selon le mode de règlement choisi.

Ces concordats, dont la diffusion remonte à la fin du siècle dernier et est due surtout aux efforts d'un ancien Syndic près le Tribunal de la Seine, M. Pinet (1), sont maintenant fréquents et consacrés par l'usage ; ils jouissent d'une telle faveur que certains débiteurs soumettent à l'agrément de leurs créanciers des options un peu illusoires :

Le Comptoir de l'Industrie Linière, par un concordat homologué par jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, le 23 novembre 1933, proposait à ses créanciers 40 % du montant de leurs créances en actions privilégiées. L'article 2 de ce concordat comportait la clause suivante :

« Toutefois, Messieurs les Créanciers ont la faculté d'opter... soit pour la remise en nature des actions leur revenant, soit pour le prix de vente de ces actions... »

Ce type de concordat à option offre l'avantage d'être d'une extrême souplesse et permet de donner

(1) Revue Catholique des Institutions et Droit. Janvier-Février 1933. Note de M. Paul Benoist.

satisfaction aux désirs et aux besoins très variables des créanciers. Il n'emporte pas, en principe, inégalité de traitement, puisque chacun des créanciers peut librement choisir celui des modes de règlement qui lui convient.

Mais il est des cas où certaines clauses ont été imposées par un créancier, dans son seul intérêt, lorsqu'il dispose de la majorité en sommes ou, tout au moins, d'une créance importante ; l'option masque alors une clause entraînant un règlement inégal.

C'est ainsi qu'en 1931, une Société Industrielle avait offert à ses créanciers un règlement sur la base d'un dividende de 70 % payable en dix annuités ; cette offre avait été acceptée.

Une administration qui avait une créance importante déclara, lorsque le projet de concordat lui fut présenté, qu'elle acceptait d'accorder de longs délais, mais qu'elle ne saurait consentir à une remise partielle de dette.

Pour lui donner satisfaction, la Société débitrice eut recours au concordat à option et la formule suivante fut alors établie :

« La Société prend l'engagement de régler l'intégralité de son passif en vingt-cinq années.

« Toutefois, les Créanciers qui en manifesteront la volonté auront la faculté d'opter pour un règlement de leur créance à raison de soixante dix pour cent en dix annuités égales, cette option entraînant l'abandon des trente pour cent de surplus... »

Le Tribunal ignore ces tractations et considère qu'on lui soumet un concordat à option pur et simple ; il homologue donc sans difficulté (Jugement d'homologation du 7 octobre 1931).

§ VIII

LES STIPULATIONS ENTRAINANT RUPTURE DE L'EGALITE ENTRE LES OBLIGATAIRES ET LES AUTRES CREANCIERS CHIROGRAPHAIRES

A.

Le 24 novembre 1934 était voté, à Brazzaville, un concordat entre les créanciers du Crédit Foncier de l'Afrique Equatoriale Française, concordat qui a été homologué le 8 décembre 1934.

Le passif était surtout composé par les obligations émises à concurrence de 46.449.000 francs, la Société n'ayant aucun passif hypothécaire.

Les obligations avaient été émises en cinq séries de 10.000 obligations chacune (la cinquième à concurrence de 6.449 titres), à des époques et à des prix différents et il en résultait que chaque obligation, selon sa série, devait être admise au concordat pour une valeur différente.

Le traité concordataire ramène chaque obligation du nominal de 1.000 à 600 francs (soit 60 %) et, afin de traiter toutes les séries sur le même pied d'égalité par rapport à celle dont le prix d'admission était le plus bas, il prévoit la distribution d'une soulte en espèces pour rétablir cette égalité et remise d'un titre nouveau pour chaque titre ancien, les 46.449 obligations nouvelles constituant une

série unique avec jouissance des mêmes droits.

En ce qui concerne les créanciers chirographaires, le pacte indique qu'ils subiront le même taux de réduction en principal et intérêts.

Ces créanciers ne reçoivent pas d'obligations, leur dividende, soit 60 %, leur sera réglé en espèces et sans délai.

De telles conventions sont assez rares ; on a plutôt l'occasion de constater dans le concordat l'intervention de porteurs d'obligations assorties d'une garantie hypothécaire ; il n'est pas sans exemple non plus que, non seulement ces créanciers obligataires interviennent, mais qu'ils se constituent en une masse qui traitera avec la Société sous forme d'un concordat distinct.

1° Le concordat de la Société Immobilière du Trocadéro et de Passy (1) nous offre un exemple d'intervention de porteurs d'obligations à la discussion de la modification du concordat accordé le 28 octobre 1902, homologué par jugement du 8 novembre de la même année par les créanciers chirographaires à la Société débitrice, concordat auquel étaient intervenus les créanciers hypothécaires.

Aux termes de ce concordat, les créanciers chirographaires étaient remboursés intégralement au fur et à mesure des disponibilités ; la Société civile d'obligataires était intervenue pour faire insérer des stipulations relatives au paiement des obligations hypothécaires, faire désigner un commissaire

(1) Voir annexe 2. Rapport aux créanciers concordataires de la Société Immobilière du Trocadéro et de Passy.

à l'exécution du concordat et veiller spécialement au règlement des charges en amortissement et en intérêts de l'ensemble des dettes hypothécaires.

En 1924, le commissaire à l'exécution du concordat eut l'idée de réaliser l'actif social en profitant de l'engouement provoqué par la crise du logement qui se manifestait pour l'acquisition des appartements. Pour arriver à réaliser son projet dans l'intérêt commun, après s'être assuré des dispositions favorables à l'achat des occupants des appartements, il réunit une assemblée des créanciers concordataires, porteurs d'obligations et créanciers chirographaires, et il obtint des premiers qu'ils acceptent une répartition pour solde de 500 francs par titre et des seconds la réduction à 75 % du montant de leurs créances.

2° Le concordat de la Compagnie du Chemin de Fer de Dourado présente cette particularité qu'il lui a été accordé par la masse de ses créanciers hypothécaires.

Cette Société brésilienne avait été déclarée en faillite au Brésil le 2 mars 1914, à Sao Paulo ; cette faillite s'était terminée par un concordat voté le 6 octobre 1915 et homologué le 9 du même mois.

D'après ce concordat, les créanciers chirographaires recevaient un dividende de 2 % représenté par la répartition de 41 % des actions de la Compagnie concordataire.

Mais les porteurs d'obligations hypothécaires (émises pour la quasi-totalité en France) n'avaient

pas pris part au concordat et la situation à leur égard restait entière.

La Société déposa alors son bilan en France, aux fins d'admission au bénéfice de la liquidation judiciaire qui lui fut accordé par jugement rendu le 8 juillet 1919, malgré que l'état de cessation de paiement remontât à plusieurs années.

Par jugement du 22 juillet 1919, le Tribunal de Commerce de la Seine ordonna l'ouverture d'une masse dite des porteurs d'obligations, qui comporterait toutes les opérations prévues à la procédure de liquidation judiciaire.

Cette situation tout à fait spéciale soulevait deux questions : 1° celle de la possibilité entre la Compagnie en liquidation judiciaire et les porteurs de ses obligations hypothécaires de faire intervenir un concordat de majorité ; 2° celle de savoir si l'émission du vote d'un tel concordat entraînerait « ipso facto » pour les obligataires votants la perte de leurs sûretés.

Après consultation de M. le Professeur Percerou, il fut admis qu'un tel concordat était possible et que les porteurs d'obligations ne perdaient pas leurs droits (1).

Ce concordat est particulièrement intéressant en raison de l'existence de deux concordats absolument distincts, l'un passé par la Société débitrice avec ses créanciers chirographaires, l'autre avec les porteurs d'obligations (hypothécaires).

(1) Voir rapport adressé en conformité de l'art. 506 du Code de Commerce aux Créanciers formant la masse passive de la liquidation judiciaire en annexe.

Depuis longtemps, on a signalé la différence, sinon même l'antagonisme existant entre ces deux catégories de créanciers (1).

Le législateur, lui-même, a consacré cette différence dans la loi du 2 juillet 1919 instituant le règlement transactionnel pour cause générale de guerre, sur laquelle on aura l'occasion de revenir.

La doctrine a vigoureusement combattu l'erreur commise en assimilant comme le fait la législation actuelle les droits des uns et des autres (2), mais les modifications destinées à l'institution de concordats distincts sont restées à l'état de projet, encore que la loi de 1919 eut montré la voie.

Pourquoi distinguer les deux catégories de créanciers ?

Les raisons en apparaissent très fortes.

Un souscripteur ou un acheteur d'obligations se propose presque toujours de faire un placement. Il a fait choix d'une valeur qu'il considère ou qu'on lui a signalée comme sûre et qui lui assurera pendant des années le service d'un intérêt fixe. Il se souciera peu du remboursement et l'amortissement de son titre le contrariera parfois, car il n'a pas eu l'intention de spéculer (sauf exception). On voit des porteurs d'obligations les garder en portefeuille pendant des années, la seule opération faite étant le renouvellement de la feuille de coupons.

(1) V. A. Trasbot. Le règlement transactionnel pour cause générale de guerre dans son application aux Sociétés ayant émis des obligations. Journal des Sociétés 1922.

(2) Paul Benoist, Revue Catholique des Institutions et du Droit, Janvier-Février 1933, page 74.

La faillite survient-elle ? Le porteur cessera évidemment de toucher des intérêts, il en ressentira une gêne réelle, mais comme il n'escomptait pas un remboursement prochain, il se souciera assez peu de la déchéance du terme dont la loi le fait bénéficier (injustement d'ailleurs) comme les autres créanciers. Il préférera, plutôt que de voir disparaître la Société débitrice, consentir un abatement sur le chiffre de sa créance et surtout de longs, de très longs délais.

Il n'est pas excessif de dire que l' « affectus societatis » existe dans une certaine mesure chez l'obligataire.

Le créancier fournisseur n'a pas obéi aux mêmes mobiles, il n'a ni les mêmes besoins, ni les mêmes perspectives.

Le commerçant ou l'industriel dispose de fonds de roulement qui lui sont indispensables, qu'il est de son intérêt de réinvestir le plus souvent possible dans le cours de l'exercice, c'est pour lui un capital actif. Par tous les moyens, on le voit tenter de hâter la rentrée de son argent, il accepte de faire un escompte de caisse à son débiteur qui le paie comptant ou avant le terme convenu ; s'il a reçu des effets en paiement de ses clients, au lieu d'attendre l'échéance, il les mobilisera soit en les remettant lui-même à ses fournisseurs, soit en les faisant escompter par ses banquiers.

La défaillance de son débiteur provoquera une toute autre réaction que chez l'obligataire.

Elle peut être catastrophique s'il est trop engagé, et entraîner sa chute. On a, de ce fait, une démonstration trop éclatante dans l'affaire des Automobiles Citroën, à laquelle des fournisseurs ont consenti des découverts pour des sommes dépassant des millions et pour le compte de laquelle certains d'entre eux travaillaient presque exclusivement.

Le fournisseur sera souvent tenté de faire un sacrifice immédiat et considérable pour récupérer une partie de l'argent compromis, pour tenter de défendre sa propre situation, sauf à passer le solde par pertes et profits. Il envisagera avec faveur une solution rapide.

C'est donc une erreur capitale de faire aux deux groupes des propositions identiques ; aussi, peut-on considérer comme peu satisfaisant le concordat que vient de soumettre une importante Compagnie de voitures de place à ses créanciers, fournisseurs ou obligataires.

Cette Compagnie offre de rembourser les créanciers intégralement au moyen d'obligations de 100 francs à intérêt variable, amortissable en cinquante années, soit par tirage au sort, soit par rachat. Cette formule, acceptable pour les obligataires, ne l'est certainement pas pour des fournisseurs. Il semble que le concordat à option eût permis de trouver des modalités de règlement plus conformes aux besoins de ces derniers en leur offrant le choix entre des obligations comme aux obligataires et un dividende payable en espèces dans un délai assez court.

B.

LES CONCORDATS DE SOCIÉTÉS AYANT ÉMIS DES OBLIGATIONS DANS LA LOI SUR LE RÈGLEMENT TRANSACTIONNEL

Il est curieux de constater que le Parlement, s'étant rendu compte des inconvénients d'un concordat unique lorsqu'il y a des obligataires, a tenté d'y remédier dans une loi de circonstance dont l'effet a été limité à une courte durée.

La loi du 2 juillet 1919 autorisait, à dater de sa promulgation et jusqu'à l'expiration des trois années qui suivraient la ratification du traité de paix, les commerçants qui ne pouvaient faire face à leurs engagements à solliciter de leurs créanciers un règlement transactionnel.

Le Tribunal statuait sur requête, le jugement admettant le débiteur au bénéfice du règlement transactionnel était inscrit sur un répertoire tenu au greffe, sans autre publicité. Un administrateur était désigné sous le contrôle duquel l'exploitation du commerce ou de l'industrie continuait.

Une vérification et une admission accélérée des créances était prévue et le greffier adressait par lettre recommandée, avec accusé de réception, les propositions de règlement du débiteur aux créanciers ordinaires.

Le créancier devait faire connaître son adhésion ou son refus par lettre recommandée, son silence étant interprété comme une adhésion, contrairement aux règles de la faillite et de la liquidation judiciaire.

Les majorités en sommes et en nombre étaient les mêmes que celles fixées par la loi du 4 mars 1889 et le Tribunal, sur requête, homologuait ou non le règlement.

Si des oppositions existaient, le débiteur pouvait modifier ses propositions primitives pour en augmenter le montant ou les garanties. La loi se prononçait donc explicitement sur le point contesté dans la liquidation judiciaire et la faillite du droit qu'a le débiteur de modifier ses propositions (1).

L'article 12, § 3 in fine, édictait que les propositions du débiteur « ne doivent aucunement constituer un avantage particulier pour un ou plusieurs des créanciers ».

Nous retrouvons donc la règle de l'égalité entre créanciers formulée.

Mais sous le titre II : « Dispositions spéciales aux sociétés », le législateur consacrait l'existence de deux masses distinctes.

L'article 22 était ainsi conçu : « Les sociétés qui entendent obtenir de leurs créanciers, *autres que les obligataires ou porteurs de parts*, le règlement transactionnel, sont tenues de procéder en la forme

(1) Voir Gazette des Tribunaux des 7 et 8 février et 18 et 19 mai 1934. Affaire Electro-Câble et notes.

ci-après... », et l'article 23 : « Si le règlement transactionnel est réclamé par une Société ayant émis des obligations nominatives ou au porteur, des parts de fondateurs ou autres titres analogues, le jugement admettant la requête est publié conformément à l'art. 442 du Code de Commerce, le jugement ordonne que les obligataires seront convoqués séparément des autres créanciers en assemblée générale.

Les articles suivants jusqu'à l'article final, l'article 30 organisaient les conditions de convocation, de délibération des assemblées et d'homologation des décisions adoptées.

L'article 26 précisait les majorités nécessaires à la validité des délibérations d'obligataires. Cette assemblée devait être composée d'un nombre de porteurs représentant les deux tiers au moins des obligations émises et non éteintes et par une majorité représentant plus de la moitié des obligations émises et non éteintes. Chaque obligataire disposant d'autant de voix qu'il possédait d'obligations.

Mais si, lors de la première réunion des obligataires, les propositions de la Société débitrice avaient recueilli l'adhésion de la majorité des présents ou représentés, le juge commissaire devait convoquer une nouvelle réunion et, alors, quel que fût le nombre des présents ou représentés, le règlement transactionnel était déclaré acquis s'il avait obtenu la majorité absolue des obligations émises et représentées.

La composition des masses donnait lieu à quelques difficultés.

A l'occasion du règlement transactionnel du Chemin de Fer de Smyrne, Cassaba et prolongements, un porteur d'obligations, nommé Béguin, avait fait opposition à l'homologation du règlement. Propriétaire d'un certain nombre d'obligations, dont trois étaient amorties mais non éteintes, il prétendait que les juges consulaires en homologuant la clause portant que le paiement du montant des obligations amorties s'effectuerait soit en francs français, soit en billets émis par la Banque de France, avaient excédé leurs pouvoirs et violé la loi, car le franc français devait être considéré par le règlement comme franc-or.

Béguin faisait cette opposition comme simple créancier, alors qu'il avait été convoqué à l'assemblée générale des créanciers obligataires qui avaient voté le traité sans opposition dans les dix jours et, qu'en particulier, Béguin n'avait pas usé de ce moyen de procédure.

Les créanciers ordinaires ayant voté le règlement, Béguin se considérant comme créancier de la masse ordinaire en raison de l'amortissement de trois de ses titres, fit cette fois opposition.

Le Tribunal avait déclaré l'opposition recevable.

La Cour, au contraire, la rejeta (1), considérant que les obligataires dont les titres sont amortis,

(1) Journal des Tribunaux de Commerce, Année 1924, p. 219. N° 21.140. C. de Paris, 1^{er} avril 1922. Lacour et Bouteron. Droit commercial, Tome II N° 2264. Herbulot et Tchernoff. Règlement transactionnel entre les Sociétés et leurs obligataires N° 148.

mais non éteints par le paiement, devaient figurer à l'assemblée générale organisée par l'article 24.

La loi de 1919 se bornait à indiquer que s'il existait une Société Civile (sans paraître soupçonner les controverses relatives à la nature et aux droits de ces groupements), elle exercerait « la plénitude des pouvoirs qu'elle tiendrait des statuts », précisant toutefois que les Sociétés civiles d'obligataires seraient soumises aux conditions de majorité exigées en ce qui concerne le règlement transactionnel et que, bien entendu, les obligations dont la société serait propriétaire ne participeraient pas aux assemblées.

Pour des raisons pratiques, le vote par correspondance des créanciers ordinaires (qui constituait une innovation heureuse) était remplacé par les délibérations d'obligataires. En effet, les fournisseurs sont connus de la Société, alors que les porteurs d'obligations peuvent ne pas l'être.

Malgré la dualité des deux masses, créanciers ordinaires et obligataires, l'homologation se faisait par un seul et même jugement et l'on ne peut qu'approuver cette disposition ; en décidant le contraire, on fût arrivé à des solutions incohérentes.

L'application de la loi, notamment en ce qui a trait à cette dualité de masses, ne semble pas avoir donné lieu à des difficultés spéciales.

On peut, à titre d'exemple, citer le règlement transactionnel de la Compagnie du Chemin de Fer Ottoman Jonction Salonique-Constantinople (12 août 1920).

Cette Compagnie avait cédé au Gouvernement

Hellénique, suivant traité du 16 mars 1920, la ligne dont elle était concessionnaire pour le prix de 15 millions de francs au moyen desquels la Compagnie cédante devait désintéresser tous ayants-droit, le Gouvernement Hellénique s'obligeant cependant à assumer le service (intérêt et amortissement) de certaines obligations restant en circulation.

Indépendamment du passif obligataire, la Compagnie avait deux catégories de créanciers.

1° La Régie générale (privilégiée pour partie) ;

2° Les porteurs d'obligations amorties et non remboursées (1).

Le Règlement transactionnel prévoyait le règlement intégral des sommes dues à la Régie, le remboursement au prix de 500 francs des actions amorties et non encore remboursées.

Les obligataires recevaient une répartition de 76 fr. 50 par titre sous diverses conditions.

La loi de 1919 s'écartait sur certains points de la législation des faillites et des liquidations judiciaires ; quelques-unes de ces innovations auraient pu être incorporées dans cette législation et, en particulier, celle qui a été examinée dans ce paragraphe et qui, conformément à la logique, permet de traiter différemment les créanciers ordinaires et les obligataires.

(1) C. de Paris 1922 „Journal des Tribunaux de Commerce année 1924. Page 219. N° 21.140 (déjà cité).

C.

LES PROJETS DE REFORME

Cette refonte de la législation des faillites réclamée par la doctrine, par les praticiens (1), a été étudiée lors de la précédente législature par la Commission du Commerce et de l'Industrie, dont M. Puech était le rapporteur ; ce rapport a été repris par la même Commission, dont le rapporteur est M. Coty. Malheureusement, la réforme ne semble pas près d'aboutir malgré toute son importance et son caractère d'urgence, la politique prenant trop souvent le pas sur l'économique.

Dans leur ensemble, les nombreux projets examinés par le rapporteur tendent à adoucir la législation actuelle qui semble trop rigoureuse, en raison surtout de la crise qui depuis quelques années atteint le commerce et l'industrie, et cependant de bons esprits regrettent que les tribunaux n'appliquent pas les textes qui leur permettent de frapper les faillis trop nombreux à qui on peut reprocher les agissements visés par l'article 591 du Code de Commerce . Il est indéniable qu'on se trouve en présence d'une crise de la moralité et de l'honnêteté, et c'est à bon droit que M. Albert Buisson, alors qu'il était Président du Tribunal de Commerce,

(1) Discours d'installation des Juges consulaires du Tribunal de Commerce de la Seine prononcé par M. Albert Buisson le 20 janvier 1932.

réprouvait avec force les tendances actuelles à répudier les obligations contractuelles.

Les projets visent l'ensemble de la législation, il faut détacher le projet de loi déposé par MM. de Monzie et Cot, lesquels, reprenant les dispositions de la loi du 2 juillet 1919 en ce qu'elles visaient les sociétés ayant émis des obligations, y ajoutent encore en proposant que ces sociétés puissent à leur gré solliciter l'atерmoiemement et le règlement judiciaires soit seulement vis-à-vis de leurs créanciers ordinaires, soit vis-à-vis de ces derniers et des obligataires.

Le rapporteur (1) admet le principe de la distinction, il dit que c'est aller contre la nature des choses que d'imposer à chaque obligataire de venir affirmer sa créance et rendre impossible parfois un règlement d'affaires avantageux pour tous les intéressés, alors que cet arrangement pourrait être réglé en une ou deux séances par l'assemblée générale des obligataires.

Ces derniers seraient constitués en « masse », sous le contrôle du Tribunal de Commerce, et cette masse aurait « les pouvoirs nécessaires pour régler la situation et accepter ou rejeter les propositions concordataires du moment où elles grouperaient un certain nombre d'intéressés ».

Le rapporteur ne prononce pas le nom de « Société Civile d'obligataires », mais il semble cependant les considérer comme existant nécessairement puisqu'il fait mention des statuts de ces

(1) Documents parlementaires.

groupements pour organiser la publicité en vue des assemblées d'obligataires.

MM. de Monzie et Cot, dans leur désir d'épargner aux débiteurs toute peine, même légère, suppriment toute publicité. C'est nettement excessif, l'intérêt du débiteur ne doit pas faire oublier les droits, plus légitimes encore, des créanciers.

M. Puech, dans l'ensemble du projet modifiant la loi du 4 mars 1889,, consacre quelques articles précisant comment se présenteraient les concordats de sociétés ayant émis des obligations, bons au porteur ou titres négociables et qui sont les suivants :

« ART. 25. — Les sociétés commerciales qui ont émis des obligations, bons au porteur ou titres négociables suivant les voies commerciales, peuvent solliciter l'obtention d'un concordat distinct, d'une part avec leurs créanciers obligataires, d'autre part avec leurs créanciers.

Les conditions de concordat proposées à l'une de ces masses peuvent être différentes de celles qui sont proposées à l'autre masse.

« ART. 26. — Si la Société débitrice propose un concordat spécial pour ses obligataires où les porteurs de titres assimilés, le jugement d'admission ordonnera que les obligataires, considérés comme une masse créancière distincte, seront convoqués en assemblée générale à l'exclusion des créanciers.

« Ce jugement sera publié suivant les formalités prévues à l'article 442 du Code de Commerce.

« ART. 27. — L'assemblée générale des obligataires sera convoquée par les soins de la société débitrice ou, à défaut, par les administrateurs par

deux avis insérés à huit jours d'intervalle dans le Bulletin des Annonces légales obligatoires publiées dans le Journal officiel et dans les journaux désignés, soit par les Statuts, soit par l'acte d'emprunt pour recevoir les publications relatives à la Société, soit enfin par le jugement admettant la requête.

« ART. 28. — La convocation indique le lieu, le jour et l'heure de la réunion ainsi que l'objet de la délibération. Elle fixe les caisses où les titres devront être déposés sous récépissé.

« Les récépissés seront accompagnés d'une déclaration signée et certifiée sincère précisant en quelle qualité (propriétaire, mandataire, créancier gagiste, etc.) le détenteur desdites obligations entend participer au vote de l'assemblée générale.

« La déclaration précisera, en outre, dans la mesure du possible, la date de l'acquisition de ces obligations.

« Le récépissé et la déclaration seront remis et déposés au Greffe du Tribunal de Commerce au plus tard dans les quinze jours précédant la tenue de l'assemblée générale.

« Par les soins du greffier, une liste générale de tous les obligataires qui se seront fait connaître sera dressée et mise à la disposition des obligataires, avec les pièces justificatives, le tout déposé au greffe cinq jours avant la tenue de l'assemblée générale.

« Seront déposés dans les mêmes délais, au Greffe du Tribunal de Commerce, le dernier bilan de la société, les propositions de règlement faites par elles et un état des obligations émises et non

éteintes restant à la disposition de la société, certifié par le président du Conseil d'administration ou par le gérant délégué à cet effet.

« ART. 29. — L'assemblée générale des obligataires a lieu sous la présidence du Juge Commissaire, assisté du greffier et de l'administrateur.

« Il est établi, à la diligence du greffier, une feuille de présence des obligataires présents ou représentés, avec indication des nom, prénoms et domicile des porteurs et du nombre d'obligations, avec leurs numéros, déposés par chacun des obligataires sous la forme de titres. La liste certifiée par le Juge Commissaire, président de l'assemblée, est mise à la disposition des membres de la réunion dès la constitution de celle-ci avant le vote sur les propositions de concordat.

« ART. 30. — L'assemblée ne peut délibérer valablement que si elle est composée d'un nombre d'obligataires représentant le tiers au moins des obligations émises et non éteintes, déduction faite des obligations qui, bien que créées matériellement, sont demeurées la propriété de la Société.

« Chaque obligataire dispose d'autant de voix qu'il possède d'obligations.

« Si le quorum prévu ci-dessus ne se trouve pas atteint au moment de l'ouverture de la séance, le président doit provoquer l'assemblée avant toute délibération ou discussion.

« Il fixe une nouvelle date, éloignée de quinze jours au moins, pour une convocation qui aura lieu dans les conditions de publicité qui seront déterminées par le Juge Commissaire.

« L'assemblée ainsi convoquée à nouveau délibérera valablement quel que soit le nombre des obligations présentées ou représentées.

Cette disposition sera applicable à tous les groupements d'obligataires, alors même que les statuts de ces groupements fixeraient des conditions différentes.

« ART. 31. — En quelque circonstance que ce soit, la Société est sans qualité pour voter, soit par elle-même, soit par personne interposée, avec les titres restés en sa possession ou qui sont restés sa propriété.

« La Société ne doit pas non plus employer aucun moyen ayant pour but ou devant avoir pour résultat de fausser le résultat du vote.

« Toute infraction à ces deux dernières dispositions rend les administrateurs, directeurs généraux, gérants et tous complices ou co-auteurs responsables d'un emprisonnement d'un mois au moins et de six mois au plus et d'une amende de cinquante francs au moins et de trois cents au plus, les dispositions de l'article 463 sont applicables.

« ART. 32. — Le pacte voté par les obligataires à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées est soumis, en même temps que le pacte accepté par les autres créanciers, au Tribunal qui statue sur leur homologation par un seul et même jugement, le Juge Commissaire entendu.

« Le jugement d'homologation rend le règlement obligatoire pour tous les créanciers qui ont été appelés à y participer.

« ART. 33. — Au cas où l'une des deux masses

créancières n'aurait pas, à la majorité voulue, donné son adhésion, le Tribunal, sur requête du débiteur, peut ordonner que la masse qui n'a pas adhéré soit convoquée en une assemblée nouvelle.

« Les créanciers de cette masse seront convoqués individuellement par le greffier.

« Le débiteur, dûment appelé, peut modifier ses propositions primitives.

« Si, à cette assemblée, des propositions du débiteur ne sont pas acceptées, l'homologation sera refusée pour le tout.

« ART. 34. — Les dispositions des articles 25 à 33 de la présente loi sont applicables en matière de faillite.

« En cas de refus par les créanciers d'accepter les propositions concordataires du débiteur, comme au cas de non homologation du concordat, les obligataires restent tenus de produire leurs titres et de soumettre leurs créances à la vérification des syndics ou administrateurs, conformément aux articles 491 et 492 du Code de Commerce, de manière que la totalité du passif admis, appelé à prendre part à la répartition des biens du débiteur, soit compris dans un seul procès verbal d'affirmation des créances. »

.

Comme on le voit, le rapporteur s'est livré à un travail très consciencieux, très minutieux.

Il s'est inspiré dans son esprit de la loi sur le

règlement transactionnel et il s'est bien gardé de faire sien l'audacieux projet de MM. de Monzie et Cot, ce dont il faut l'approuver.

Ceux-ci, on se le rappelle, envisagent la possibilité de solliciter l'attribution et le règlement judiciaire, soit des créanciers ordinaires, soit de ces derniers et des obligataires.

C'est là méconnaître l'unité du patrimoine qui constitue le gage commun des créanciers, qu'ils soient obligataires ou non.

Que l'on crée deux masses distinctes, nous pensons que la logique l'exige ; il n'en reste pas moins que ces deux masses ne sont pas absolument indépendantes, que l'on ne saurait concevoir, sans tomber dans l'incohérence, que l'une de ces masses exige la réalisation de l'actif, alors que l'autre aurait accepté des propositions supposant la continuation de l'exploitation.

Cette interdépendance n'a pas échappé à M. Puech, l'article 33 du texte qu'il a élaboré en prévision du cas où l'une des deux masses n'a pas donné son adhésion au projet qui lui est soumis, alors que l'autre masse a accepté les propositions qui lui ont été faites, indique qu'elle pourra être convoquée à nouveau, le débiteur pouvant modifier ses propositions primitives.

A cet égard, et en vertu même de la connexité qui doit exister entre les propositions faites aux deux groupes, il paraît nécessaire d'ordonner que si la masse adopte le concordat au prix de modifications, l'autre masse sera réunie pour examiner si les concessions faites ne sont pas de nature à

gêner la bonne exécution du règlement qu'elle avait adopté.

On pourrait formuler quelques critiques de détail au sujet du projet Puech, par exemple à l'occasion du travail matériel qu'il entraînerait pour les greffiers en les obligeant à rédiger à deux reprises un état vraiment trop détaillé des productions des obligataires ; mais, dans son ensemble, il semble bien qu'il constitue un progrès sur l'état de choses actuel.

Le projet de M. René Coty reprend dans ses grandes lignes celui de M. Puech (1), mais il propose la disjonction des dispositions relatives aux concordats des sociétés ayant émis des obligations en raison des difficultés que soulève l'émission de diverses catégories d'obligations.

La difficulté ne paraît pas cependant insurmontable, on a vu la solution qui pourrait être généralisée donnée à ce problème par le Concordat du Crédit Foncier de l'Afrique Equatoriale Française qui, au moyen de soultes en espèces, mit toutes les obligations sur un pied d'égalité.

(1) Documents parlementaires. Annexes 444.1253-1399. Séances des 7 juillet 1932, 13 janvier 1933, 10 février 1933.

D.

LES GROUPEMENTS D'OBLIGATAIRES

ET LA REFORME DU CONCORDAT

Le développement de certaines affaires nécessite le recours à l'emprunt sous forme d'émission d'obligations ; nous avons examiné les raisons qui militent en faveur de la réglementation des droits des obligataires dans le concordat ; mais, de plus en plus, les obligataires se groupent généralement sous la forme d'associations dites civiles, et la création d'un « statut » de ces groupements devrait marcher de pair avec l'élaboration des projets de réforme que l'on vient d'examiner.

Ces groupements devraient jouer un rôle important dans la discussion des propositions concordataires soumises spécialement aux obligataires. Le rapporteur de la loi sur la liquidation judiciaire, on l'a dit, semble supposer l'existence de ces groupements dans son projet, mais encore faudrait-il qu'on fût d'accord sur la nature et les droits de ces groupements.

Une partie de la doctrine a essayé de donner une capacité à ces groupements ; par exemple, au moyen du mandat à quelques individus chargés de le représenter, c'est là une solution peu pratique ; certains admettent qu'une association virtuelle exis-

terait entre les porteurs qui pourraient choisir des représentants agissant valablement pour leur compte ; on est d'accord généralement qu'il est possible de constituer une société avant l'émission, la souscription entraînant de plein droit adhésion aux statuts, ou encore après l'émission, mais alors avec l'agrément de l'unanimité des porteurs (1).

Mais un groupement d'obligataires est-il réellement un Société ? On doit en douter, puisqu'il ne comporte pas d'apports et qu'il n'a pas pour objet la réalisation d'un bénéfice (art. 1832 du Code Civil).

Serait-il une association ? Il ne le semble pas, le but de l'association de la loi de 1901 devant être désintéressé, alors que les obligataires obéissent à des mobiles égoïstes (2).

En fait, on se trouve en présence d'une convention spéciale.

On peut douter également que ces groupements aient la personnalité morale (3).

La jurisprudence n'est pas moins incertaine. Certaines décisions semblent considérer les sociétés

(1) Voir Houpin et Bosvieux. *Traité des Sociétés*, Tome I § 588 et suivants.

(2) Thaller et Percerou. *Traité Elémentaire de Droit Commercial*. Tome I. Page 471, VIII^e édition.

(3) Cassation. Civ. 3 décembre 1889, D.90. 1.105. M. Percerou, J. S. 1913, Page 246 et suivantes.

civiles d'obligataires comme nulles (1), d'autres déclarent valables les décisions des assemblées d'obligataires qui seraient opposables aux absents et aux dissidents (2).

Le Parlement, qui a voté la loi du 23 janvier 1929 sur les groupements de parts de fondateur, se doit de réglementer les groupements d'obligataires qui présentent une importance tout aussi considérable. Le Sénat a voté, sur la proposition de M. Chastenot, un texte régissant ces groupements qui a certains points communs avec la loi du 23 janvier 1929.

L'assemblée générale est l'organisme essentiel du groupement. On devrait même admettre, semble-t-il, qu'en ce qui concerne le vote du concordat, après deux convocations qui n'auraient pas permis de réunir les majorités et le quorum, une troisième assemblée pourrait se prononcer, quel que soit le nombre des obligataires présents ou représentés. Cette manière de faire n'aurait pas de sérieux inconvénients, puisque la délibération est soumise à l'homologation du Tribunal et que, de cette manière, on ne risque pas de se trouver dans une impasse.

Les groupements d'obligataires devraient jouir de la personnalité morale. Le texte législatif devrait le préciser pour éviter les controverses qui se

(1) Jour. Soc. 1924. C. de Paris 20 mars 1924 Banco El Hogar Argentino.

(2) Annales de Droit Commercial 1929, N° 3.

sont élevées au sujet des groupements de porteurs de parts (1).

L'existence de ces groupements serait de nature à éviter la faillite lorsque le passif « obligataire », par exemple, l'emporte de beaucoup sur le passif ordinaire (Crédit Foncier de l'Afrique Equatoriale Française).

Les négociations seraient menées directement entre les représentants des obligataires et la Société, et un accord amiable interviendrait nécessairement.

Mais si ce groupement a la personnalité juridique et qu'on ne modifie pas la loi des faillites, les conditions de vote du concordat seront faussées, ce groupement ne disposant que d'une voix (2), mais pouvant en certains cas, du fait de l'importance de sa créance, disposer de la majorité en sommes.

La possibilité d'une telle situation conduit à la création envisagée par le projet Puech, de deux masses distinctes, obligataires d'une part, créanciers ordinaires de l'autre, qui auraient à discuter les propositions (qui pourraient être différentes) faites par la Société débitrice.

On a cependant considéré une telle formule comme difficilement réalisable à cause de la dualité des concordats, et M. Paul Benoist, désireux par ailleurs d'éviter les inconvénients d'un concordat

(1) Cordonnier. La loi du 23 janv. 1929. Jour. Soc. 1929. Gain. Commentaire de la loi du 23 janv. 1929. D.P. 1929.4. Dolbeau. Rapport à la Société d'Etudes Législatives.

(2) Percerou. Jour. Soc. 1913 page 246 et suiv.

unique, fait intervenir un Syndicat assisté d'un co-syndic, technicien qui lui serait adjoint au lieu des contrôleurs, pour la mise au point du traité concordataire qui serait établi en accord avec les représentants qualifiés des deux groupes de créanciers intéressés (en ce qui concerne les obligataires, les mandataires de la Société Civile, si elle existe). Le projet serait présenté et voté dans les conditions habituelles (1).

Malgré les difficultés, réelles, il ne faut pas se le dissimuler, qu'entraînerait la création de deux masses, nous persistons à croire qu'elle est souhaitable, à la condition bien entendu que le Tribunal statue sur l'homologation par un seul et même jugement.

(1) P. Benoist, *op. cit.* Rev. Cat. des Institutions et du Droit.

§ VIII

LA PRATIQUE DES « ROMPUS »

A proprement parler, on ne saurait ranger « le rompu » parmi les stipulations d'inégalité puisqu'on ne se propose pas par ce procédé de créer un avantage au bénéfice d'un créancier ou d'un groupe déterminé de créanciers.

Cet usage doit être cité cependant, pensons-nous, car il aboutit, *en fait*, à un versement d'espèces immédiat à certains créanciers et, par conséquent, à un règlement inégal.

La pratique l'utilise pour simplifier les répartitions, spécialement quand elles s'opèrent en obligations ou en bons d'une valeur nominale déterminée, et qui laisse apparaître une soulte en faveur du créancier.

Supposons une créance de 1.122 francs. Le concordat accorde un dividende de 50 %, payable en obligations de 500 francs. La créance sera réglée par la remise d'une obligation, le complément du dividende, soit $122 : 2 = 61$ francs, lui sera versé en espèces ; c'est ce complément qui porte le nom de rompu.

Dans presque tous les concordats de sociétés importantes, on rencontre des clauses fixant les conditions de paiement des « rompus ». Le concordat des Ateliers et Chantiers Maritimes du Sud-Ouest intervenu en février 1923, article 1^{er} § 3, règle en

même temps les modalités de paiement des créances inférieures à 500 francs et des titulaires de rompus.

Voici ce paragraphe :

« 3° Créances inférieures à 500 francs soit qu'elles aient été originaires inférieures à cette somme, *soit qu'elles constituent les restes de la division par 500 francs des créances supérieures.*

« Le dividende de 50 % sera payé, en espèces, dans le délai d'une année à partir de l'homologation définitive du présent concordat. »

Le passif ordinaire et obligataire, aux termes de ce concordat, était réglé par l'attribution d'un dividende de 50 % payable en obligations et en parts bénéficiaires.

La pratique des rompus semble avoir été admise sans difficulté par le tribunaux.

§ X

STIPULATIONS EN FAVEUR DE CERTAINS

CREANCIERS QUI ONT FOURNI DES FONDS

POUR LA CONTINUATION DE LA SOCIETE

La Cour de Cassation a rendu un arrêt extrêmement intéressant (1) dans un cas où certains créanciers, ayant fait des avances après la liquidation, il leur avait été fait dans le concordat une situation favorable.

Cet arrêt est ainsi conçu :

« 5° Si, dans un concordat, certains créanciers ont obtenu des conditions avantageuses, ces stipulations ne sauraient entacher de nullité le traité intervenu dès lors que ces conditions particulières tenaient à ce que lesdits créanciers avaient après la liquidation fourni des fonds pour la continuation de la société. »

Cet arrêt, semble-t-il, est le seul émanant de la Cour Suprême ayant eu à se prononcer formellement sur la validité d'une stipulation de cette na-

(1) Cas. Req. 1^{er} fév. 1932. Jour. Faillites 1933, page 26. Af. Fabais c/ Liquidation Judiciaire Sté de Louvigny et note, Pissavy. La Jurisprudence des Faillites et des Liquidations judiciaires.

ture. Dans certains arrêts, elle se référerait seulement au principe d'égalité (1).

On ne saurait déduire de cette décision que la Cour de Cassation admet formellement l'inégalité de traitement, puisqu'elle n'admet les conditions avantageuses consenties à certains créanciers que parce qu'elles sont, en quelque sorte, la contrepartie des avances faites à la liquidation, mais on peut penser que la Cour Suprême, dans tous les cas où l'équité justifie l'attribution d'avantages, ne leur sera pas hostile.

En effet, dans l'espèce rapportée, si les créanciers avaient été considérés comme privilégiés, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 2102, par exemple, ils n'auraient pas eu à intervenir au concordat ; ils agissaient donc comme créanciers chirographaires, et un concordat ne comportant aucune faveur à leur égard leur eût été opposable ; mais, comme ils avaient agi dans l'intérêt de la masse, les créanciers constituant cette masse ont, à juste titre, voulu compenser les dépenses engagées pour le bien commun.

L'arrêt de la Cour de Cassation ouvre, croyons-nous, la voie aux décisions consacrant les inégalités de traitement lorsqu'elles sont justifiées.

(1) Lyon, Caen et Renault, V^e édition, Tome VII, 609 ter et suiv. 13 juillet 1910. Jour. Faillites 1910, Page 385. 26 novembre 1919. Jour. Faillites 1920, Page 5.

§ XI

DE CLAUSES POSSIBLES ENTRAINANT INEGALITE ENVISAGEES PAR LA DOCTRINE

A.

La doctrine (1) envisage encore le cas d'un créancier hypothécaire qui renoncerait au bénéfice de sa sûreté réelle pour pouvoir prendre part au concordat, mais à la condition expresse d'être réglé par priorité.

Ce sera peut-être l'intérêt de la masse d'accepter cette offre. Si elle ne le fait pas, qu'advient-il ?

Peut-être l'immeuble constitue-t-il un élément important de l'actif du débiteur, et indispensable à l'exercice du commerce ou de l'industrie de ce dernier.

Sa réalisation par autorité de justice donnera un résultat médiocre, elle pourra se produire à un moment peu favorable.

Alors, le produit de la vente sera absorbé par le créancier hypothécaire, qui, s'il n'est pas désintéressé par le prix, viendra prendre part pour le complément non réglé de sa créance aux répartitions qui pourront être faites par le syndic.

(1) M. A. Trasbot, *op. cit.*

Il est aisé de supposer que les créanciers accepteront les exigences du créancier hypothécaire ou nanti, et que le Tribunal ne fera aucune difficulté pour homologuer un tel traité, l'avantage accordé étant dans une certaine mesure la cause de la renonciation consentie au bénéfice de la masse. On peut rapprocher cette situation de celle qui a fait l'objet de l'arrêt de la Cour de Cassation rapporté dans le paragraphe précédent. Certaines décisions ont jugé dans des cas similaires que l'avantage stipulé constituant un simple dédommagement, le créancier ne tombe pas sous le coup des articles 597 et 598 (1).

B.

On peut encore rencontrer dans les concordats présentés par des associés en nom collectif ou par des commandités, lorsque plusieurs masses ont été ouvertes, une stipulation favorable aux créanciers des masses personnelles.

Ceux-ci, en effet, peuvent compromettre le succès du concordat que les créanciers sociaux désirent accorder au débiteur. Ils pourront exiger d'eux qu'ils souscrivent, « *volentes nolentes* », à un texte de concordat du modèle de celui-ci :

« Messieurs les créanciers sociaux ne pourront réclamer le dividende promis aux créanciers per-

(1) Paris. 17 juin 1887. D.P. 88.2.121.

sonnels que dans le cas où, par suite d'inexécution du concordat social, ils ne recevraient pas le dividende de promis par le concordat. »

Ou encore :

« Les créanciers sociaux n'auront pas le droit au cumul du dividende social avec le dividende promis par les concordats personnels des associés en nom. »

Une telle éventualité est possible, le danger qu'elle présente est assez relatif ; les créanciers sociaux peuvent mesurer l'intérêt qu'ils ont à accepter les clauses qu'on veut leur imposer et les créanciers personnels courent le risque que les créanciers de l'autre masse refusent leur agrément et prennent part, après union, aux répartitions dans les deux masses.

Là encore, il est infiniment probable que le Tribunal, si le concordat voté est trop défavorable aux créanciers sociaux, sera saisi d'une opposition à la requête de l'un d'entre eux et pourra refuser son homologation.

M. Amiaud (1) suppose, avec beaucoup de vraisemblance, que les exemples cités ont été empruntés à des concordats qui n'ont fait l'objet d'aucune publication. Tout en estimant que, dans l'état actuel de la législation, le principe d'égalité étant d'ordre public, il n'est pas possible, sauf avec l'unanimité des créanciers, de stipuler les avantages spéciaux

(1) Lyon Caen et Renault. Traité de Droit Commercial. Tome VII. 609 quater.

dans le concordat, cet auteur reconnaît qu'il y aurait intérêt à admettre des distinctions entre les obligataires et les créanciers ordinaires, ainsi qu'en matière de faillites de banques entre les déposants et les autres créanciers.

CHAPITRE III

DE CERTAINES STIPULATIONS D'INEGALITE REJETEES PAR LA JURISPRUDENCE

Les tribunaux, qui sont portés à méconnaître dans certains cas le principe de l'égalité entre les créanciers dans les concordats, n'hésitent pas à condamner les pactes qui constituent des avantages particuliers consentis au détriment de la masse.

C'est ainsi que le Tribunal de Commerce et la Cour de Paris (1) ont refusé d'homologuer le concordat offert à ses créanciers par la Société Foncière du Nord de la France, en raison notamment des avantages consentis à certains porteurs de lettres de gage et à certains titulaires de comptes dits spéciaux.

Voici les considérants de l'arrêt sur ce point :

.

« Considérant que le Concordat méconnaissant la règle de l'égalité entre les créanciers et élargissant les privilèges reconnus par la loi affecte certaines sommes à des comptes spéciaux ; considérant que l'article 8 du pacte accorde au détriment de la masse des avantages à certains porteurs de lettres de gage... »

(1) Cour de Paris 21 février 1935. Gazette Judiciaire et Commerciale de Lyon, 13 mars 1935 et note de M. Paul Benoist.

M. l'Avocat Général Lamothe avait, dans une note remarquable par la clarté de l'analyse, critiqué ces clauses du traité et s'exprimait ainsi :

.

« II. — Les clauses accessoires, censurées par le Tribunal de Commerce comme inacceptables en droit parce que rompant l'égalité entre les créanciers de la masse, sont les suivantes :

« L'article 8 § C du Concordat édicte qu'un délai complémentaire de six mois à dater de l'homologation définitive du concordat est accordé aux porteurs n'ayant pas réalisé leurs lettres de gage. Ces porteurs sont, en droit, des bénéficiaires de cessions de créances, promesses à eux consenties par la Société Foncière. En conformité de l'article 1690 du Code Civil, chacun d'eux pour rendre son titre opposable aux tiers était tenu de signifier la cession au débiteur cédé. Beaucoup ne l'avaient pas fait, ils se sont trouvés forclos à partir du jugement de liquidation judiciaire, sinon de la cessation de paiement de la société, vis-à-vis de ce tiers qu'était désormais la masse des créanciers.

« Accorder à ces porteurs, jusque-là simples créanciers chirographaires de la Société Foncière, un délai complémentaire qui aurait grandement amélioré leur situation, c'était rompre l'égalité entre la masse des créanciers chirographaires et leur octroyer un privilège que la loi ne reconnaît pas.

« Rompt également l'égalité entre créanciers, l'article 6 du traité aux termes duquel « les sommes affectées avant la liquidation de la Société

Foncière à des comptes spéciaux resteront affectées spécialement au règlement de ces comptes », ce qui revient à dire que la Société remise à la tête de son patrimoine paiera par privilège les titulaires de ces comptes. La Cour de Cassation condamne ces individualisations fictives de sommes qui ne se retrouvent pas in specie. (Cas. 17 juillet 1929. Affrê-teurs Réunis. Gazette du Palais, 29, II, 65)... »

La Cour condamnait par ailleurs ce même concordat, constatant qu'en fait il s'agissait non d'un concordat pur et simple, mais bien d'un concordat par abandon d'actif qui suppose que la liquidation s'opère suivant les formes de l'union par les soins du Syndic et sous le contrôle du Juge Commissaire et non par des mandataires agréés par des créanciers.

On ne peut qu'approuver cette jurisprudence. En effet, le traité créait des privilèges, alors que ceux-ci sont de droit étroit, mais les clauses incriminées étaient au détriment de la masse puisqu'elles entraînaient une réduction de l'actif dont la réalisation devait, en fait, permettre de la désintéresser. Il y a lieu de penser que la première de ces clauses avait pour but de dégager la responsabilité des intermédiaires et, en particulier, celles d'officiers ministériels qui avaient placé des lettres de gage parmi leurs clients et qui avaient omis de régulariser la cession de créances, conformément aux dispositions de l'article 1690. Bien évidemment, cette considération ne pouvait être retenue par les tribunaux.

CHAPITRE IV

LE CONCORDAT AMIABLE

ET LES STIPULATIONS D'INEGALITE

Cette étude n'a porté, jusqu'à présent, que sur l'inégalité de traitement à l'occasion du concordat judiciaire.

Il arrive fréquemment que le commerçant gêné, en dehors de toute procédure, offre à ses créanciers un arrangement amiable. Il conviendra avec eux de leur abandonner son actif, à charge par eux de le réaliser et de s'en répartir le montant, ou bien il continuera son exploitation après avoir obtenu un atermolement avec ou sans remise de dette. Dans ce dernier cas, les créanciers exigent assez souvent que leur débiteur se soumettra au contrôle de sa gestion, contrôle qui sera effectué par des délégués choisis ou non parmi les créanciers.

Il peut se produire également que les créanciers ne poursuivent pas la faillite de leur débiteur, et que par le moyen des voies d'exécution ils réalisent les biens du débiteur. Si l'on admet, comme le fait la jurisprudence, que la faillite peut exister en l'absence de tout jugement déclaratif, le commerçant sera en état de faillite de fait (1).

(1) Thaller et Percerou, *Traité élémentaire de Droit Commercial*, 8^e édition, § 1713 à 1715.

Le concordat amiable, en dehors de toute disposition législative le concernant, est soumis aux principes généraux du droit. Il faut donc que le commerçant débiteur obtienne le consentement de tous ses créanciers, le refus d'un seul d'entre eux rendant le concordat impossible. Il n'est pas rare d'ailleurs que cette adhésion soit tacite, les créanciers ne voulant pas s'obliger expressément ou négligeant de répondre aux convocations ou aux avis qui leur sont adressés et se bornant à ne pas poursuivre.

On comprend les difficultés que rencontre le commerçant désireux de se soustraire à la fâcheuse publicité des jugements déclaratifs de faillite et de liquidation judiciaire, que la « grande presse » elle-même relate, pour obtenir l'unanimité indispensable.

Ces difficultés sont presque toujours aggravées par l'attitude de créanciers qui refusent systématiquement toutes les propositions qui leur sont faites. Pour donner leur concours, ils exigent d'être réglés intégralement ou que leur débiteur leur fasse des offres supérieures à celles qu'il a soumises aux autres créanciers.

Ils espèrent aussi que leur intransigeance amènera les autres créanciers à négocier le rachat de leur créance.

Ce rachat n'est pas considéré, de même que dans

la faillite, comme un avantage prohibé s'il n'a aucun caractère clandestin (1).

En revanche, quand le créancier a obtenu un avantage particulier, une jurisprudence nombreuse et constante applique les articles 597 et 598.

Ces avantages particuliers peuvent résulter de modalités diverses. Il n'est pas rare que le débiteur accepte des effets au bénéfice du créancier avantagé.

Le jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 13 mars 1900 a déclaré illicite cette remise de traites constatant que leur bénéficiaire avait signé le pacte d'atermoiement tout en exigeant que le débiteur signe à son profit deux traites pour la totalité de sa créance. Le paiement de ces traites étant poursuivi, le Tribunal a déclaré que le porteur voulait éluder les conséquences de l'acte d'atermoiement auquel il avait souscrit, d'accord avec les autres créanciers qui ignoraient l'avantage particulier qu'il s'était fait consentir et ordonné la restitution des traites.

Quelquefois, c'est un tiers qui intervient pour ménager un avantage spécial à l'un des créanciers

(1) Cas. Requ. 11 mai 1908. D.P. 1908. 1.328. Code de Commerce annoté Dalloz sous Faillite 597 et 598.

Cas. Req. 22 août 1866. D.P. 66.1.443.444.

Bordeaux 4 août 1868. D.P. 69.2.52.

Aix, 16 juin 1870. D.P. 1872. 2.107.

T. C. Seine, 13 mars 1900. Jour. Trib. C. Année 1902. P. 103-104. T. C. Perpignan 17 fév. 1914. Jour. Trib. C. Année 1915. P. 766, 767, 768.

Paris 13 novembre 1891. Jour. Trib. C. 1892. Page 462.

Paris 18 juin 1902. Gazette du Palais 1902-2-204.

Paris 19 fév. 1931. Gazette du Palais 1931-1-720.

Pissavy, Op. Cit. sous Faillite de Fait. Avantages particuliers.

ou encore les avantages promis ne seront pas à la charge de l'actif ; au cas d'abandon d'actif, ils sont stipulés sur les biens à venir du débiteur.

La première de ces formules a été formellement condamnée par un arrêt de la Cour de Paris du 13 novembre 1891, qui a jugé que le créancier qui, tout en apposant sa signature au bas d'un concordat amiable par lequel les créanciers donnent au failli, moyennant un dividende déterminé, quittance de l'intégralité de leurs droits, s'est fait, par un traité secret, garantir, même par un tiers, le remboursement entier de sa créance, tombe sous l'application de l'article 597 du Code de Commerce.

La seconde a été rejetée par l'arrêt de la Cour de Cassation du 22 août 1866 qui est fondamental, car il porte sur la question des avantages particuliers dans le concordat amiable considérée dans son ensemble et de l'extension à ce concordat des sanctions des articles 597 et 598.

Il est donc intéressant de reproduire les attendus de cette décision :

« Attendu que les articles 597 et 598 du Code de Commerce déclarent nulles toutes conventions par lesquelles le créancier aura stipulé, soit avec le failli, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de son vote dans les opérations de la faillite, que cette disposition est générale et absolue et que, d'après ses termes, aussi bien que d'après son esprit et son but, elle s'applique non seulement en cas d'une faillite judiciairement déclarée, mais encore à celui où l'état de faillite résulte suivant l'article 437 du Code de Com-

merce de la cessation de paiements du débiteur.

« Que, suivant les dispositions de l'article 541 du Code de Commerce, le concordat par abandon total est au nombre des opérations auxquelles donne lieu l'état de faillite et qu'il s'accomplit par délibération des créanciers. Que ce concordat ne pouvant se former que par le vote des créanciers, dans ce cas, comme dans celui d'une faillite judiciairement déclarée, il est interdit à tout créancier de stipuler en sa faveur des avantages particuliers.

« Et attendu que, dans les faits de la cause, la Cour Impériale de Bordeaux reconnaît que les traites d'ensemble 20.000 francs remises à Marrot par Rouchon lui avaient été livrées pour obtenir son adhésion au concordat déjà accepté par tous les autres créanciers de Rouchon, qu'elle a de plus constaté l'aveu fait par Marrot qu'à défaut de cette remise, il aurait exécuté sa menace de faire prononcer la faillite, qu'enfin elle a établi que ce concordat était intervenu entre un débiteur commerçant ayant cessé ses paiements et par conséquent en état de faillite et l'universalité de ses créanciers. Qu'il suit de là qu'en appliquant dans cet état des faits, la nullité prononcée par les articles 597 et 598 du Code de Commerce au traité par lequel Marrot avait stipulé avec Rouchon des avantages particuliers à raison de son vote et de son adhésion, l'article attaqué n'a violé ces articles et s'y est au contraire exactement conformé... »

Cet arrêt affirme donc nettement que la faillite est un état qui découle de la cessation de paie-

ments, sans qu'il soit besoin d'un jugement déclaratif, et tout naturellement fait alors application des règles de la faillite déclarée aux faillites virtuelles.

La doctrine à bon droit s'élève, en général, contre cette jurisprudence ; mais, dans le cas particulier, il faut reconnaître qu'elle a des conséquences fort heureuses, car le commerçant désireux d'éviter la faillite à tout prix sera plus tenté encore que ne l'est le failli qui présente un concordat, d'obtenir l'adhésion d'un créancier récalcitrant en satisfaisant à toutes ses exigences.

On a soutenu (1) que, même si les articles 597 et 598 ne s'appliquaient pas au concordat amiable, les stipulations d'avantages particuliers n'en seraient pas moins nulles, car elles auraient une cause illicite et tomberaient sous le coup des articles 6 et 1131 du Code Civil.

Mais M. Percerou (2) fait très justement observer que l'égalité entre créanciers est étrangère à la déconfiture et que ces stipulations, en dehors de tout texte les prohibant, ne sauraient être considérés comme illicites, si l'on considère le jugement déclaratif comme indispensable pour créer l'état de faillite.

Le pacte clandestin au bénéfice d'un créancier est donc nul ; lorsque la stipulation d'inégalité est insérée dans le texte du concordat, la question de sa validité ne se pose pas, étant donné qu'elle fait partie intégrante de la convention, que celle-ci pour

(1) Lyon Caen et Renault. Tome VIII. N° 968.

(2) Percerou. Traité des faillites et des banqueroutes.

être valable doit être approuvée par tous les créanciers, cette clause elle-même devra être agréée par l'unanimité des créanciers.

De telles stipulations, et pour les mêmes motifs que dans le concordat judiciaire, se rencontrent parfois dans les concordats amiables.

Tout récemment, deux associés en nom collectif, qui exploitaient une entreprise de peinture, passaient avec leurs créanciers chirographaires la convention suivante :

ARTICLE PREMIER.

« La présente convention conclue entre MM. L. et P. et les créanciers chirographaires à l'exclusion de ceux dont la créance est inférieure à 200 francs.

(Ces derniers étaient réglés comptant et intégralement.)

ARTICLE 2.

« Messieurs les créanciers acceptent le règlement de leur créance à 60 % dans les conditions suivantes :

« 40 % à prendre sur le montant des encaissements des créances commerciales par les soins du liquidateur, M. C. ;

« 15 % à régler par les soins de M. L., attributaire du fonds de commerce, payables en cinq années, le premier versement fixé en juillet 1936 ;

« 5 % à la charge de M. P., payables en cinq années, premier versement en juillet 1936 ;

.

ARTICLE 5.

« Messieurs les créanciers s'engagent à n'intenter aucune action individuelle tant que les présentes conventions seront respectées par les intéressés. »

Les concordats amiables sont assez couramment acceptés à l'occasion des liquidations amiables de sociétés ; le liquidateur réunit les créanciers, leur soumet un bilan, leur expose les prévisions de répartition, les créanciers estimant qu'ils n'ont pas d'intérêt évident à provoquer la faillite acceptent de laisser le liquidateur remplir sa mission.

Mais certains estiment que cette manière de procéder n'est pas satisfaisante et ne donne pas aux créanciers la certitude qu'ils seront tous traités sur un pied d'égalité (1) en raison du manque de contrôle par le Tribunal.

Ils souhaitent l'institution d'un concordat préventif, s'inspirant de celui qui existe dans la législation belge (loi du 26 juin 1887) et qui n'a pas paru suffisant pour parer aux effets de la crise et qu'on a complété par la « gestion contrôlée » qui doit prendre fin le 31 décembre 1936 (2), et aussi dans la législation allemande (loi du 5 juillet 1927).

(1) Dans d'importantes liquidations amiables, le Tribunal de Commerce de la Seine adjoint parfois aux liquidateurs l'un de ses mandataires habituels qui contrôle leurs opérations.

(2) V. Xavier Bouvier Thèse 1935. « Des moyens de prévenir les faillites et d'obvier aux résolutions de Concordat. »

CHAPITRE V

LE PRINCIPE D'EGALITE EN DROIT COMPARE

Le principe d'égalité entre créanciers de la faillite est général, on se l'explique d'ailleurs fort bien, puisque cette institution a précisément pour objet d'éviter que certains créanciers appréhendent l'actif du débiteur ou plus exactement le produit de sa réalisation au détriment des autres.

A.

Le droit allemand dans son dernier état envisage la possibilité de déroger, sous certaines conditions, à l'égalité stricte dans le concordat.

Le Code allemand *de faillite* décrète, dans son article 181, qu'un traitement inégal des créanciers concordataires n'est permis qu'avec l'accord exprès de *tous* les créanciers non favorisés.

La loi allemande sur la *liquidation judiciaire* est moins sévère. L'article 8 de la nouvelle loi du 26 février 1935 (article 5 de la loi précédente du 5 juillet 1927) permet un traitement inégal sous condition :

1° de la majorité en nombre des créanciers non favorisés présents à l'assemblée concordataire ;

2° dans le cas où cette majorité représente au moins les trois quarts de toutes les créances non favorisées.

Cette disposition de la loi permet spécialement de favoriser le règlement des petites créances et la plupart des concordats allemands, *en cas de liquidation judiciaire*, renferment une clause aux termes de laquelle les créances, jusqu'à concurrence d'un montant déterminé, seront remboursées intégralement ou à un pourcentage plus élevé que le dividende concordataire. Ces clauses sont valables si elles recueillent le quorum spécial de l'article 8 de la nouvelle loi.

B.

Les dispositions de la loi italienne sont identiques à celles de la loi française et l'on pourrait croire que l'article 866 du Code de Commerce de 1883 encore en vigueur est la traduction de l'article 597 de notre Code.

Il déclare, en effet, que le créancier qui a stipulé avec le failli ou avec une autre personne des avantages en sa faveur pour son vote dans les délibérations de faillite ou sur la demande d'un atermoiement, ou qui a voulu s'assurer des avantages à la charge de l'actif de la faillite sera puni d'une peine de prison pouvant aller à une année et d'une amende pouvant atteindre dix mille lires.

Et l'article 35 de la loi sur le Concordat préventif du 24 mai 1903, N° 197, décide que « la disposition

de l'article 866 du Code de Commerce est étendue aux créanciers dans la procédure du concordat préventif.

A l'exemple des tribunaux français, la jurisprudence italienne applique l'article susvisé aux concordats amiables.

En principe, la « *par conditio creditorum* » est rigoureusement appliquée et il n'est pas admis un traitement de faveur, même quand l'avantage stipulé est promis par un tiers ou quand il n'intéresse pas la masse active de la faillite.

Mais, toujours comme en France, il semble bien que, dans certains cas, la jurisprudence italienne admet, lorsque la différence de traitement n'est pas clandestine, des inégalités dans les traités concordataires.

Nous avons cité, à propos des concordats comportant règlement de créances en monnaies étrangères, le concordat de la Banca Italiana di Sconto.

Par ordonnance du Tribunal Civil de Rome du 29 décembre 1921, un moratoire avait été accordé à la Banca Italiana di Sconto (1).

A la suite de ce moratoire, la Société débitrice avait obtenu un concordat homologué le 29 avril 1922, et pour les créanciers italiens les dividendes étaient différents suivant que les créances étaient supérieures ou inférieures à 5.000 liras.

Les créances inférieures à 5.000 liras recevaient 67 %, payables comme suit :

20 % dans le délai d'un mois après homologation,
47 % avant le 31 décembre 1922.

(1) Voir Annexe N° I.

Les créances supérieures à 5000 liras recevaient 62 % payables : 7 % en actions de la Banca Nazionale di Credit, et le reste :

- 10 % un mois après homologation,
- 10 % deux mois après homologation,
- 15 % avant le 20 mars 1923,
- 10 % avant le 30 septembre 1923,
- 10 % avant le 31 mars 1924.

Ainsi, les créanciers au-dessous de 5.000 liras étaient avantagés, non seulement par l'attribution d'un dividende légèrement supérieur à celui réservé aux autres créanciers, mais surtout par un règlement infiniment plus rapide.

C.

La législation suisse des faillites marque à de multiples reprises son souci de voir les créanciers bénéficier d'un traitement égal.

La loi Fédérale sur la poursuite pour dettes et la Faillite du 11 avril 1889 édicte de nombreuses dispositions pour assurer cette égalité de traitement (1).

L'article 220 de cette loi précise que les créanciers concourent dans chaque classe à droits égaux, sous le titre : « Faillite quant aux droits des créanciers. »

L'article 288, sous le titre de l'Action révocatoire, déclare nuls, quelle que soit leur date, les actes faits par le débiteur dans l'intention de porter pré-

(1) C. Jaeger. La Poursuite pour dettes et la Faillite.

judice ou de favoriser certains créanciers au détriment des autres, et l'article 291 ajoute que celui qui a profité d'un acte nul est tenu à restitution.

En ce qui concerne plus spécialement le concordat, l'article 314 de la Loi Fédérale déclare nulle de plein droit la promesse faite par le débiteur à l'un de ses créanciers en sus des stipulations du concordat, et l'article 316, qui se réfère en particulier à l'article 314 de la Loi Fédérale et à l'article 20 du Code des Obligations, permet à tout créancier de demander la révocation du concordat qui est entaché de mauvaise foi.

On relève, sous le titre XII : « Du sursis extraordinaire », une dérogation au principe d'égalité. L'article 317 K précise qu'entre autres créances de nature privilégiée, le sursis extraordinaire ne s'applique pas aux créances inférieures à 50 francs ; sous le même titre, l'article 317 H interdit notamment au débiteur les actes qui favoriseraient certains créanciers au détriment des autres, et dans le cas de contravention à cette défense, l'autorité prononce, à la demande du créancier ou du commissaire (qui contrôle la gestion), la révocation et le débiteur est privé du droit de solliciter tout sursis concordataire.

D.

La loi belge veut également éviter que le failli favorise un tiers ou un créancier au détriment de la masse et, dans ce but, comme la loi française,

les articles 445 à 447 du Code de Commerce et l'article 6 de la loi du 29 juin 1887 permettent d'annuler certains actes passés par le débiteur.

Bien plus, les créanciers après résolution du concordat préventif seront tenus de restituer à la masse les dividendes qu'ils ont touchés en exécution du concordat préventif, et même les intérêts légaux sur les sommes qu'ils ont reçues en vertu des clauses du concordat (1).

Cette dernière disposition manifeste la rigueur du principe d'égalité entre les créanciers, qui ne souffre dans le droit belge aucune dérogation.

(1) E. de Perre, Président à la Cour d'Appel de Gand.
Manuel de Curateur de Faillite.

CONCLUSION

Arrivé au terme de cette courte étude, il faut choisir entre les deux thèses :

Celle qui affirme que le principe d'égalité est d'ordre public et que sont nulles toutes les stipulations qui contreviennent à ce principe (1), et celle qui, d'accord avec la jurisprudence que nous avons citée, admet qu'en certains cas on doit admettre la validité de l'avantage particulier consenti en toute loyauté (2).

Il ne faut pas méconnaître la force juridique de l'argumentation des partisans du respect absolu de l'égalité, qui ne reconnaissent à la majorité des créanciers le droit d'imposer leur volonté que pour autant qu'ils sont placés strictement sur le même pied ; mais est-il exact que l'ordre public exige, en toute circonstance, qu'aucune stipulation spéciale ne soit incluse dans ce contrat ?

On a défini « l'Institution » un ensemble de règles organisées ayant pour objet la défense d'intérêts généraux ou d'intérêts sociaux en même temps que particuliers (3), et rangé la faillite parmi les institutions qui servent à la fois les intérêts généraux et les intérêts particuliers, mais l'intérêt

(1) Amiaud. Op. Cit.

(2) Trasbot, Op. Cit.
P. Benoist, Op. Cit.

(3) M. Rouast. « Les obligations dont la source n'est ni le contrat ni la faute. »

général prédominant dans la faillite, ses règles seraient d'ordre public.

La notion d'ordre public est complexe.

On conçoit fort bien que la création et la procédure de la faillite présentent un intérêt social, d'ordre général, et que la plupart de ses règles soient impératives. Cependant, le groupement qu'est la masse n'est que la somme des intérêts individuels. Si cette masse, dans les conditions de majorité et de régularité prévues par la loi des faillites, se prononce pour un concordat contenant des avantages spéciaux, on ne voit pas en quoi l'ordre public serait troublé ; au surplus, n'a-t-on pas constaté que la loi sur le règlement transactionnel crée une distinction formelle entre deux catégories de créanciers chirographaires, les obligataires et les autres.

Cette différenciation en harmonie avec l'ordre public en 1919, 1920, 1921, 1922, serait-elle incompatible avec ce même ordre public en 1935 ? Nous ne le pensons pas. Sans doute, il serait préférable qu'un texte formel, comme la loi du 2 juillet 1919, consacrât une distinction que tous s'accordent à reconnaître judicieuse, sinon indispensable ; mais nous ne croyons pas que l'absence de ce texte condamne dans tous les cas la jurisprudence actuelle, malgré son caractère prétorien.

Eriger le principe d'égalité en dogme serait, dans bien des cas, consacrer une injustice et il convient, à ce propos, de rappeler le vers du poète latin :

« Summum jus summa plerumque est injuria ».

Le Concordat dépend essentiellement de la vo-

lonté de la masse, masse dans laquelle se confondent les droits de créance individuelle (1).

Pourquoi ne pas admettre cette masse, en l'absence bien entendu de toute fraude et de tout dol, à discuter librement le traité que le débiteur lui propose ?

On ne court guère de risque à lui laisser cette latitude, puisque le Tribunal est appelé à se prononcer par l'homologation sur ce traité ; que tout créancier qui s'estime lésé peut faire opposition et attirer l'attention du Tribunal sur les inconvénients du pacte qui a été voté ; éventuellement, lui signaler les manœuvres qui ont pu se produire.

On peut, à cet égard, regretter que le Syndic, qui a mieux que quiconque pu apprécier la moralité, la capacité du débiteur, les possibilités de relèvement de l'affaire, n'intervienne pas officiellement dans l'élaboration et la discussion des conditions du traité et n'exprime pas formellement son avis sur les chances d'exécution de ce traité ; mais, d'ores et déjà, le Juge Commissaire est en rapports fréquents avec son auxiliaire, et ne doit pas manquer de tenir compte des renseignements que lui fournit le Syndic et de s'en inspirer pour proposer au Tribunal, qui statue en toute souveraineté, d'accorder ou de refuser son homologation.

Il ne faut pas oublier que la faillite a été établie dans l'intérêt des créanciers et que cet intérêt doit être la préoccupation dominante des tribunaux.

Si une clause est de nature à sauvegarder mani-

(1) Percerou. Op. Cit.

festement les droits de la masse, le Tribunal, selon nous, pourra le valider ; dans le cas contraire, ou si elle est le résultat des manœuvres au bénéfice exclusif d'un créancier ou d'un groupe de créanciers, il refusera de la ratifier, ce refus entraînant la non-homologation.

On a, il est vrai, dans cette dernière éventualité, proposé de donner au Tribunal le droit de mettre à néant la seule clause comportant inégalité (1). Ce serait là un empiètement excessif de la part du Tribunal qui n'est pas partie à la convention qui lui est soumise en bloc et seulement aux fins d'examen et de contrôle. (La Jurisprudence a eu l'occasion cependant d'admettre des requêtes modifiant assez considérablement le texte primitif du pacte, les jugeant favorable à la masse) (2.)

Pour mettre fin à toute controverse et pour donner une base solide à la Jurisprudence, le législateur pourrait adopter un texte semblable à celui qui a fait l'objet de l'article 5 nouveau de la loi allemande sur la liquidation judiciaire qui soumet les clauses entraînant inégalité de traitement à un double quorum des créanciers concordataires, ou encore, conformément à la suggestion de M. Amiaud, soumettre ces clauses à une assemblée spéciale composée exclusivement des créanciers qui ne bénéficieraient pas de ces clauses et qui se pro-

(1) Trasbost.

(2) Cour de Paris, 14 avril 1934. *Electro-Câble*, *Gaz. des Tribunaux* du 19 mai 1934.

nonceraient sur leur acceptation ou leur rejet à la majorité absolue.

Quant aux concordats des Sociétés ayant émis des obligations, il y aurait de grands avantages à considérer les obligataires, et après que les groupements d'obligataires auront reçu un statut légal, ces groupements comme une masse distincte de celle composée des autres créanciers, le Tribunal statuant sur les Concordats distincts qu'elles auraient votés par un seul et même jugement.

Actuellement, nous croyons que le Concordat à option permet aux Sociétés, que gêne l'absence de tout texte sur ce point, une solution relativement satisfaisante.

Les obligataires recevraient une proposition comportant le règlement total ou partiel de leur créance dans un délai très long permettant à la Société d'amortir ce passif.

Les autres créanciers pourraient opter entre le mode de règlement offert aux obligataires ou entre le paiement immédiat ou dans un court délai d'un dividende moins élevé.

Ces modalités seraient acceptables pour les uns et pour les autres, puisqu'elles tiendraient compte à la fois de la nécessité pour les créanciers fournisseurs de rentrer dans une partie de leurs fonds de roulement, sauf à eux à choisir le dividende plus important accordé aux obligataires qui ont généralement un besoin moins urgent de leurs capitaux et qui n'auraient pas à subir une perte trop considérable.

En résumé, loin de pousser à ses conséquences extrêmes l'idée d'égalité entre les créanciers et en attendant que cesse la carence parlementaire, on peut admettre la validité des inégalités de traitement lorsqu'elles présentent pour la masse un intérêt indiscutable et surtout lorsqu'elles sont la contrepartie d'un avantage déjà acquis ou éventuel au bénéfice de cette masse et qu'elles sont exemptes de fraude.

VU : *Le Président de Thèse,*
J. PERCEROU.

VU : *Le Doyen,*
ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

I

OUVRAGES GENERAUX

- Thaller et Percerou.* Traité élémentaire de Droit Commercial.
Percerou. Traité des Faillites, Banqueroutes et Liquidations Judiciaires.
Lyon Caen et Renault. Traité de Droit Commercial.
Cuq. Institutions Juridiques des Romains.
Lacour et Bouteron. Droit Commercial.

II

OUVRAGES SPECIAUX

- Trasbot.* De la stipulation d'avantages particuliers comme condition de vote du Concordat en matière de faillite et de liquidation judiciaire.
P. Benoist. Des stipulations d'inégalité en matière de concordat.
Percerou. De l'abus des oppositions du concordat.
Pissavy. Jurisprudence des Faillites et des liquidations judiciaires.
De Perre. Manuel du Curateur des Faillites.
Rouast. Les obligations dont la source n'est ni le contrat, ni la faute. (Cours).
Gain. Commentaire de la loi du 23 janvier 1929.
Cordonnier. La loi du 23 janvier 1929.
C. Jaeger. La Poursuite pour dettes et la Faillite.
Herbulot et Tchernoff. Règlement transactionnel entre les Sociétés et leurs obligataires.
Houpin et Bosvieux. Traité des Sociétés.

III

THESES

Cognacq. Crimes et Délits commis à l'occasion d'une faillite par d'autres que le failli. 1905.

Bouvier. Des moyens de prévenir les Faillites et d'obvier aux résolutions de Concordat. 1935.

IV

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Rapport de M. Puech sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 4 mars 1889.

Rapport de M. R. Coty.

V

REVUES ET PUBLICATIONS DE JURISPRUDENCE

Journal des Sociétés (1929).

Dalloz. Bulletin Législatif.

— *Repertoire pratique.*

— *Code annoté.*

— *Jurisprudence Générale.*

— *Hebdomadaire.*

Gazette des Tribunaux (1934).

Semaine Juridique.

Gazette du Palais.

Journal des Tribunaux de Commerce.

Journal des Faillites.

Discours de Séance d'Installation du Tribunal de Commerce de la Seine (1933-1934).

Revue Catholique des Institutions et du Droit.

Annales de Droit Commercial Français, Etranger et International.

Revue de Législation et de Jurisprudence du Tribunal de Commerce de la Seine.

Gazette Judiciaire et Commerciale de Lyon.

Annales de Droit Commercial.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
Le Principe d'égalité entre les Créanciers	7
CHAPITRE I. — Le Principe d'Egalité dans le Concordat	13
§ 1. — Rappel de la nature du Concordat	13
§ 2. — Les stipulations d'inégalité.	15
A) Les stipulations occultes	16
B) Les stipulations d'inégalité apparentes	21
CHAPITRE II. — Exemples de concordats judiciaires entraînant ou susceptibles d'entraîner des inégalités de traitement entre créanciers	25
I. — Concordat L	25
II. — Règlement spécial accordé aux petites créances	29
III. — Des interventions de créanciers dans les concordats.	43
IV. — De l'intervention de tiers en faveur d'un groupe de créanciers	51
V. — Les clauses du Concordat stipulant le paiement du dividende aux créanciers en devises étrangères au cours du jour du règlement	55
VI. — Les Concordats a option	59
VII. — A) Les Stipulations entraînant rupture de l'égalité entre les obligataires et les autres créanciers chirographaires	65
B) Les Concordats de Sociétés ayant émis des obligations dans la loi sur le règlement transactionnel	73
C) Les projets de réforme.	79
D) Les groupements d'obligataires et la réforme du Concordat.	89
VIII. — La pratique des Rompus.	95

IX. — Stipulation en faveur de certains créanciers qui ont fourni des fonds pour la continuation de la Société	97
Des clauses entraînant inégalité envisagées par la doctrine	99
CHAPITRE III. — De certaines stipulations d'inégalité rejetées par la jurisprudence.	103
CHAPITRE IV. — Le Concordat amiable et les stipula- tions d'inégalité	107
CHAPITRE V. — Le principe d'égalité en droit com- paré :	115
A) En Droit allemand	115
B) En Droit italien	116
C) En Droit suisse	118
D) En Droit belge	119
Conclusion.. .. .	121

ANNEXES

- I. — Règlement transactionnel de la Banca Italiana di Sconto ;
A) Rapport de l'Administrateur au Règlement Transactionnel ;
B) Traité Concordataire.
- II. — Rapport aux créanciers concordataires de la Société Immobilière du Trocadéro et de Passy.

ANNEXE I

**RÈGLEMENT TRANSACTIONNEL
BANCA ITALIANA DI SCONTO**

N° 869 du Greffe

Monsieur SÉBASTIEN
Juge-Délégué

M. Paul BENOIST
Administrateur
48, rue Monsieur-le-Prince
PARIS 6^e)

**RÈGLEMENT
TRANSACTIONNEL**

BANCA ITALIANA DI SCONTO

Société anonyme au capital de
315 millions de Lires pour ses deux
sièges en *France*, savoir : à Paris,
2, rue Le Peletier, à Marseille, 10,
rue de Noailles ».

- A. — Rapport de M. Benoist, Administrateur, *Sur les opérations dudit règlement transactionnel, établi en conformité des prescriptions de l'article 10, paragraphe 2, de la Loi du 2 juillet 1919.*
- A. — *Traité avec MM. les Créanciers.*

A

RAPPORT

I

PROCEDURE EN ITALIE

La suspension des paiements, en *Italie*, de la *Banca Italiana di Sconto*, a motivé, en raison de la gravité de l'événement, la promulgation d'un *Décret-loi* en date du 28 décembre 1921, rétablissant la procédure de *Moratorium* qui avait été réglementée par le Code Civil Italien dans ses articles 819 à 829, jusqu'à leur abrogation par la Loi du 24 mai 1903.

Par ordonnance du Tribunal Civil de Rome du lendemain 29 décembre, un *Moratorium* a été accordé à la *Banca Italiana di Sconto*.

Par ordonnance en date du 3 janvier 1922, le même Tribunal a remplacé les Administrateurs de la Banque par un Comité de Commissaires nommés par application du *Décret-loi* sus-indiqué.

Ce Comité de Commissaires, par application de l'article premier d'un autre *Décret-loi* du 2 février 1922, a été chargé en *Italie*, de l'élaboration du Concordat qui a été adopté et dont les stipulations essentielles sont indiquées ci-après à l'exposé qui précède le Projet de Traité de Règlement Transactionnel, présenté en *France* pour les sièges de *Paris* et de *Marseille* de la *Banca Italiana di Sconto*. Ce Concordat Italien a été homologué par ordonnance du même Tribunal du 29 avril dernier.

Une nouvelle sentence du même Tribunal, en date du 3 juin dernier, prononce :

- 1° la révocation du *Moratorium* ;
- 2° la force exécutoire de l'Acte Concordataire ;
- 3° la suppression du Comité des Commissaires ;
- 4° la dévolution de leur mission de surveillance aux Commissaires aux Comptes, nommés par le Tribunal.

Par une sentence rendue la veille (2 juin) le Tribunal Civil de Rome avait homologué l'acte constitutif de la « *Banca Nazionale di Credito* » désignée par l'acte concordataire comme Liquidatrice de la *Banca Italiana di Sconto*.

Toutes ces sentences sont devenues définitives par Jugement du Tribunal de Rome du 10 juin 1922 par rejet dont il était saisi.

*Finale*ment, la « *Banca Nazionale di Credito* » est définitivement constituée, et il rentre dans ses attributions, aux termes de l'article 3 de l'acte concordataire, d'opérer la liquidation de la *Banca Italiana di Sconto* et le paiement des dividendes.

II

PROCEDURE EN FRANCE

Un Jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 13 février 1922 a admis au Règlement Transactionnel les deux sièges de *Paris* et de *Marseille*.

Précédemment, des mesures provisoires avaient été prises pour la conservation de l'Actif.

A cet effet, un Jugement du Tribunal de Commerce de *Marseille*, du 5 janvier, avait désigné MM. de Larivière et Bornus, comme Administrateurs provisoires de la Succursale de *Marseille*, avec mandat d'établir la situation exacte de ladite Succursale, d'appréhender son actif et de s'en constituer Séquestre. Une ordonnance de Référé, rendue à Paris, le 7 janvier 1922, avait nommé M. Besnoist, soussigné, Administrateur, à l'effet de contrôler et de surveiller les opérations, d'appréhender l'Actif et de s'en

constituer Séquestre, notamment pour mettre obstacle à ce que ledit Actif sorte du territoire Français.

Le Comité des Commissaires Judiciaires d'Italie n'avait d'ailleurs pas attendu ces décisions pour faciliter ce contrôle des Succursales en France ayant pris l'initiative, à la date du 4 janvier, de déclarer que, pour les Succursales en France, il était prêt à reconnaître la surveillance du ou des Administrateurs qui seraient nommés par les Magistrats Français.

Le Soussigné rend hommage aux excellentes relations qu'il n'a jamais cessé d'avoir avec le Comité des Commissaires Judiciaires, ce qui a permis aux opérations du Règlement Transactionnel de se poursuivre sans aucun incident.

M. le Président *Sébastien*, Juge-Délégué du Règlement Transactionnel, a autorisé au cours de la procédure deux paiements à valoir sur les créances :

Le premier a été effectué dans le courant du mois de mai, et a permis de distribuer à MM. les Créanciers, un premier compte de *Vingt-cinq pour Cent* 25 %

Le deuxième paiement aura lieu à partir du 20 août prochain, et permettra la distribution d'un nouvel acompte de *Dix pour Cent* 10 %

Le Projet de Règlement Transactionnel comporte engagement de faire deux autres versements, chacun de *Vingt-cinq pour Cent* 50 %
le premier, à partir du 20 octobre, le second à partir du 20 décembre prochain.

Pour parfaire les *Cent pour Cent* des Créances, sans intérêts, il sera offert à MM. les Créanciers, dans les conditions du Traité de Règlement Transactionnel, la délivrance pour les *Quinze pour Cent* de surplus 15 %
d'actions d'une Société Française en voie de formation pour la reprise, en France, des opérations de la « *Banca Italiana di Sconto* ».

100 %

ACTIF & PASSIF

III

§ 1 — D'APRES UN ETAT DE SITUATION au 31 mai 1922

a) SIEGE de PARIS

ACTIF REEL

Banque de France et Banquiers.....	17.918.611,44	
Portefeuille France	7.646.485,25	
Amortissements	1.264.485,25	
		6.382.000 >
Portefeuille Etranger	266.000 >	
Amortissements	100.000 >	
		166.000 >
Impayés		29.500 >
Participations (dénommés au Bilan « <i>Titres de Propriété</i> »)	11.522.664,10	
Amortissements	2.712.664,10	
		8.810.000 >
se décomposant ainsi qu'il suit :		
15.405 Obligations de 500 Francs de la Société Anonyme d'Exploitations Agricoles (S.A.D.E.A.) évaluées à 400 fr. :	6.162.000 >	
12.829 actions de 500 fr. de la même Société (S.A.D.E.A.) :	1.924.350 >	
734 actions anciennes de 500 fr. de la Société d'Exploitations, de Reconstitutions et d'Etudes Agricoles (S.E.R.E.A.)	110.000 >	
371 actions nouvelles de 500 fr de ladite Société (S.E.R.E.A.)	55.650 >	
Actions diverses	558.000 >	
Ensemble	8.810.000 >	8.810.000 >
		33.305.111,44

Observation. — Des explications seront fournies ci-après sur ces deux Sociétés qui seront désormais dénommées « SADEA » et « SEREA ».

<i>Report</i>	33.303.111. 44
Comptes-Courants débiteurs	48.642.022,59
Amortissements	24.453.634,03
	24.188.388,56
Comptes divers	84.716,43
Terrain, rue Laffitte	3.500.000 »
Total	61.078.216,43

OBSERVATIONS :

1° Il y a lieu de diminuer de ce total une somme de	4.304.000 »
représentant le solde encore à verser à MM. les Créanciers re- tardataires sur le premier acompte de 25 % qui était d'un totale de	11.720.000 »
et sur quoi il n'a été payé à ce jour que	7.416.000 »
	4.304.000 »
	56.774.216,43

2° L'Actif de 56.774.216 fr. 43 se décom-
pose ainsi qu'il suit :

a) Réalisations déjà faites ou à effectuer dans un délai rela- tivement rapproché	19.204.216,43
b) Recouvrements à longue haleine et éventuellement par voie contentieuse	37.570.000 »
	56.774.216,43

3° Il existe en outre une disponibilité
de 6.063.911,11
qui n'appartient pas au Règlement Transac-
tionnel — cette somme étant la contrepartie
des comptes appelés « *Comptes B* », ouverts
postérieurement à l'ouverture de la Procé-
dure de Règlement Transactionnel.

b) SIEGE DE MARSEILLE

ACTIF REEL :

Avoir en Banque	2.291.411 »	
Portefeuille France	1.030.744,85	
Impayé	1.000 »	
2.371 Obligations SADEA éva- luées comme ci-dessus, 400 fr.		
par titre	948.400 »	
Titres divers	17.100 »	
	965.500 »	965.500 »
Comptes-courants débiteurs ..	4.204.786,14	
Amortissements	1.007.163,09	
		3.197.623,05
Immeuble au siège de Marseille	1.000.000 »	
		<u>8.486.278,90</u>

OBSERVATIONS :

1° L'Actif de 8.486.278 fr 90 se décompose ainsi qu'il suit :

a) Réalisations déjà faites ou à effectuer dans un délai relativement rapproché 6.573.211 »

b) Recouvrement à longue haleine et éventuellement par voie contentieuse 1.913.067,90
se décomposant ainsi qu'il suit:
Obligations SADEA 948.000 »
Comptes débiteurs 917.500 »
Divers 47.567,90

8.486.278,90

2° Il existe en outre une disponibilité de 3.703.904,86 qui n'appartient pas au Règlement Transactionnel. Cette somme étant la contrepartie des comptes appelés « *Comptes B* » ouverts postérieurement à l'ouverture de la Procédure de Règlement Transactionnel.

Explications sur les Sociétés « SADEA » et « SEREA ».

« SADEA » a été fondée en juin 1919, pour l'exploitation par procédés industriels de grands domaines agricoles, et avec un capital originairement fixé à 10 Millions, porté dans le courant de 1920, à *Vingt Millions* de francs divisés en 40.000 actions de 500 fr. chacune, entièrement libérées. La Société a émis 30.000 Obligations de 500 fr. productives d'intérêts à 7 % et garanties par hypothèques sur les 4.585 hectares de l'Indre et sur les 3.815 hectares de l'Aisne, en raison d'un cautionnement hypothécaire.

En outre de son domaine propre, exploité directement, SADEA a le contrôle non seulement de « S.E.R.E.A. » qui est au capital de 10.500.000 francs entièrement libérés, mais également d'une deuxième Société dénommée « Nouvelle Société Sucrière de Missy-les-Pierrepont » au capital de 900.000 francs entièrement libérés.

Toutes ces exploitations réunies, exercées ou contrôlées par « S.A.D.E.A. » portent sur 12.000 hectares de terres situées, savoir :

4.585 hectares dans le département de l'Indre communes de Vendœuvre, Mezières-en-Brenne et Villiers, appartenant à la Société « SADEA »,

7.415 hectares dans le département de l'Aisne, région de la Thiérache, du Marlois et du Lannois, dont :

3.815 hectares appartiennent à la Société « SADEA » et

3.600 hectares sont détenus à bail.

Observation. — Ces deux dernières exploitations ont été gravement atteintes au cours des hostilités et comptent, de ce chef, dans leur actif, les dommages de guerre auxquels elles ont droit.

Aux termes d'un Jugement du Tribunal de Commerce de la Seine en date du 6 février 1922, la Société « SADEA » a été admise au bénéfice d'un Règlement Transactionnel, avec M. le Président Sébastien, comme Juge-Délégué et M. Lemonnier, comme Administrateur.

Du fait des deux Règlements Transactionnels de la « Banca Italiana di Sconto » et de la Société « SADEA »,

et de ses attaches avec ces deux Sociétés, la Société SEREA se trouve dans une situation précaire. Mais il a paru opportun de la maintenir « *in bonis* » pour la facilité du recouvrement des dommages de guerre sus-indiqués.

PASSIF

DES SIEGES DE PARIS ET DE MARSEILLE

Avant la première répartition de 25 % :

Paris	46.884.300 fr.
Marseille	28.446.464 fr.

75.330.764 »

Premier acompte payé ou à payer 18.832.691 »

Passif restant après le premier dividende 56.498.073 »

§ 2 — PASSIF D'APRES LES ADMISSIONS FAITES

AU REGLEMENT TRANSACTIONNEL

A. — Pour le *Siège de Paris* :

Nombre de Créanciers 2.520 représentant :

Francs Français			19.131.029,50
Lires Italiennes	31.121.584,52	55,75	17.350.283,35
Livres Sterling	3.703,14,5	50,795	188.191,50
Dollars	27.247,50	11,71	319.068,20
Francs Belges	62.540,75	95,50	59.726,40
Pesetas	47.900,65	182,50	87.842,30
Marks	1.423.344,47	5,75	81.842,30
Cour. Autrichiennes	7.797.648,70	3/8	29.241,20
Lei	2.189.589,25	9,1/8	199.800,00
Roubles	125.053,40		» »
Francs Suisses	8	228,75	18,20

Total du *Passif admis pour le Siège de Paris* 37.446.619,25

B. — Pour le *Siège de Marseille* :

— Nombre des Créanciers 3.674 représentant :

Francs Français			13.904.000 »
Lires Italiennes	25.100.000	55,75	13.993.250 »
Monnaies Etrangères			490.000 »

Total du <i>Passif admis pour le Siège de Marseille</i>			28.387.250 »
---	--	--	--------------

Nota. — Le change a été décompté aux cours moyens du 13 février 1922, date d'admission au bénéfice du Règlement Transactionnel.

§ 3 — RAPPROCHEMENT ENTRE LE PASSIF

RESULTANT DE L'ETAT DE SITUATION AU 31 MAI 1922

ET CELUI RESULTANT DES ADMISSIONS

Siège de Paris :

Créances indiquées à l'état du 31 mai 1922	46.884.300,00
Créances admises sur productions	37.446.619,25

Différence	9.437.680,75
------------	--------------

qui s'explique ainsi qu'il suit :

1° Par la suppression :

a) de la créance de l'Italien Discount de New-York qui a été réglée par la Direction Centrale de Rome	2.976.604,85
b) d'une créance privilégiée payée à Paris	157.870,25

2° Par le rétablissement pour ordre de la créance <i>Wouters</i> , réglée amiablement sur procès	274.632,53
--	------------

3° Par différence des changes entre les cours de la Lire Italienne au 13 février 1922 (55,75) et au 31 mai 1922 (57,37) environ ..	500.000 »
--	-----------

	3.109.107,63
--	--------------

4° Le surplus représente des Créances susceptibles d'être encore produites :

a) Comptes-courants	1.790.070,50
b) Correspondants —.....	680.085,69
c) Acceptations pour compte de tiers	334.374,20
d) Tirages à vue avisés	500.000 »
e) Emissions de chèques sur correspondants à l'étranger	221.829,30
f) Prévisions de retour de chèques émis sur les Sièges Italiens de la <i>Banca Italiana di Sconto</i>	400.000 »
g) Impôts à payer	1.052.627,44
h) Créances provenant de différence sur contrats de change	413.692,50
	5.392.679,63

Observation. — Des compensations sont possibles, mais négligeables, en raison de ce que aux diminutions de Passif en résultant, correspondrait pour une somme égale une diminution d'actif.

Total	9.301.787,26
-------------	--------------------------

soit à peu de chose près le chiffre de fr. 9.437.680, 75 indiqué ci-dessus.

Observation. — La Benque *Louis Dreyfus et C^{ie}* doit être portée au Passif pour mémoire, en raison d'un cautionnement de fr. 2.000.000 donné par la *Banca Italiana di Sconto*, concernant une créance garantie par nantissement sur 5.000 Obligations Société Anonyme d'Exploitations Agricoles. Au cas où le cautionnement jouerait, la *Banca Italiana di Sconto* sera subrogée dans la garantie et l'Actif se trouvera accru de 5.000 Obligations SADEA, qui, à l'évaluation sus-indiquée de fr. 400,00 représentent 2 millions, et le passif, dans ces conditions, sera également augmenté de 2 millions.

SIEGE DE MARSEILLE

Créances indiquées à l'Etat du 31 mai 1922	28.446.464 »
Créances admises sur productions	28.387.250 »

La comparaison entre le montant de ce passif d'après le bilan et d'après les admissions n'appelle donc aucune observation.

IV

RESUME DE LA SITUATION A CE JOUR

Le passif sus-indiqué (page 7) soit	75.330,764 »
après disparition :	
a) de la créance de l'Italien	
Discount	2.976.604,85
b) de la créance privilégiée	
payée à Paris	157.870,25
c) du rétablissement pour or-	
dre de la créance <i>Wouters</i> ,	
réglée amiablement sur procès	274.632,53
et le paiement du premier divi-	
dende de 25 %	18.832.691 »
	<u>22.241.798,63</u>
ramené à	53.088.965,37
En regard de ce Passif, il existe un <i>Actif</i> représenté,	
savoir :	
<i>Paris</i>	19.204.216,43
<i>Marseille</i>	6.573.211 »
	<u>25.777.427,43</u>
	25.777.427,43
2° Par de recouvrements à longue haleine	
et éventuellement par voie contentieuse :	
<i>Paris</i>	37.570.000 »
<i>Marseille</i> "	1.913.067,90
	<u>39.483.067,90</u>
	39.483.067,90
	<u>65.260.495,33</u>

V

CONCLUSION

En raison de la situation exposée ci-dessus, et des aléas ou des lenteurs possibles dans le recouvrement ou la réalisation de l'Actif, le Soussigné estime que la meilleure solution de la Procédure consiste dans l'adoption des propositions de Règlement Transactionnel, présentées au nom de la « *Banca Italiana di Sconto* » par sa Liquidatrice.

Note. — *Rappel est fait de l'indication ci-dessus (page 3, 22 et 23 lignes) qu'un deuxième paiement d'acompte correspondant à 10 % des créances sera effectué à partir du 20 août prochain. Cette somme, sans nouvel avis de la part de l'Administrateur, sera payable dans les mêmes conditions que le premier acompte de 25 % aux Sièges tant de Paris que de Marseille de la Banca Italiana di Sconto.*

Fait à Paris, le 27 juillet 1922.

L'Administrateur :

Paul BENOIST.

B

TRAITE DE REGLEMENT TRANSACTIONNEL DE LA BANCA ITALIANA DI SCONTO

EXPOSE

I

MORATORIUM ET CONCORDAT ITALIENS

Le Moratorium dont la *Banca Italiana di Sconto* avait été l'objet, en Italie, a duré du 29 décembre 1921, date du jugement déclaratif rendu par le Tribunal Civil et Pénal de Rome, jusqu'au 3 juin 1922, date d'un autre jugement du même Tribunal déclarant l'extinction de la procédure du moratorium auquel se trouvent substitués les engagements concordataires.

Aux termes du Concordat homologué par jugement du Tribunal Civil et Pénal de Rome du 29 avril 1922, la *Banca Nazionale di Credito* doit, comme Liquidatrice, opérer la réalisation de l'Actif et les distributions de dividendes aux Créanciers, suivant les distinctions ci-après :

- a) les Créanciers des Sièges d'Italie, eux-mêmes subdivisés en deux catégories ;
- b) les Créanciers des Sièges à l'Etranger.

POUR LES CREANCIERS DES SIEGES D'ITALIE

Les dividendes sont différents, suivant que les créances sont supérieures ou inférieures à 5.000 liras.

CONDITIONS SOMMAIRES

1° *Créances inférieures à 5.000 liras* : Paiement à titre d'acompte, d'un pourcentage de 67 %, et ce aux créances suivantes :

20 % dans le délai d'un mois après la date à laquelle la sentence d'homologation sera devenue définitive ;

47 % avant le 31 décembre 1922.

2° *Créances supérieures à 5.000 liras* : Paiement à titre d'acompte, d'un pourcentage de 62 %, dont 7 % à titre de premier acompte, seront convertis en actions entièrement libérées de la *Banca Nazionale di Credito*. Le reste sera payé :

10 % dans le délai d'un mois après la date à laquelle la sentence d'homologation sera devenue définitive ;

10 % dans le délai de deux mois après la même date ;

15 % avant le 31 mars 1923 ;

10 % avant le 30 septembre 1923 ;

10 % avant le 31 mars 1924.

Le § III ci-après s'explique en ce qui concerne les Créanciers des Sièges étrangers.

II

PROCEDURE

DE REGLEMENT TRANSACTIONNEL EN FRANCE

Le Règlement Transactionnel a été déclaré pour les Sièges de Paris et Marseille par jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 13 février 1922.

Un arrêt de la Première Chambre de la Cour d'Appel de Paris en date du 8 mars 1922 a accordé l'exequatur en France du jugement de moratorium italien, avec réserve expresse des effets de la procédure de Règlement Transactionnel accordé pour les deux sièges de Paris et de Marseille.

III

DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 10 DU CONCORDAT

ITALIEN RELATIVES A UN TRAITEMENT SPECIAL

POUR LES SIEGES ETRANGERS

Aux termes de cet article : « Les créances des clients des filiales de la *Banca Italiana di Sconto* existant à l'étranger seront réglées par la *Banca Nazionale di Credito* en sa qualité de Liquidatrice de la *Banca Italiana di Sconto*, conformément aux lois étrangères respectives, en tant que cela sera nécessaire pour assurer la continuation de l'exercice des mêmes filiales ».

Cette continuation étant décidée, un acompte de 25 % a été mis en distribution aux Créanciers des Sièges de Paris et de Marseille qui se sont fait connaître pendant le cours de la procédure de Règlement Transactionnel. Cet acompte est tenu à la disposition de MM. les Créanciers qui ne l'ont pas encore reçu et qui se feront connaître.

Ceci exposé, les Directeurs du Siège de Paris de la *Banca Italiana di Sconto* à ce régulièrement autorisés par pouvoir spécial de la *Banca Nazionale di Credito*, en sa Liquidatrice de la *Banca Italiana di Sconto*, et désireux de pourvoir à l'acquittement du passif des Sièges français contractent, à titre de Traité de Règlement Transactionnel, les engagements suivants :

TRAITE

ARTICLE PREMIER

Les créances seront arrêtées en principal à la date du 29 décembre 1921, date à partir de laquelle elles auront cessé définitivement de produire des intérêts.

ART. 2

La *Banca Italiana di Sconto*, représentée par la *Banca Nazionale di Credito*, sa Liquidatrice, s'engage à payer, ainsi qu'il sera dit à l'article 3 ci-après, un dividende de 85 %, avec observation que ce pourcentage comprend les 25 % déjà mis en distribution.

A Messieurs les Créanciers en Lires ou en monnaies étrangères résidant en France, les paiements se feront sur la base ci-dessous, en Francs décomptés au cours du jour du paiement, conformément aux prescriptions de la Commission des Changes.

ART. 3

Les sommes restant dues sur les 85 % seront payées :

- 10 % le 20 août 1922 ;
- 25 % le 20 octobre 1922 ;
- 25 % le 20 décembre 1922.

ART. 4

Aux présentes intervient la *Banca Nazionale di Credito*, Société anonyme Italienne, au capital de 250 millions de Lires, ayant son Siège social à Rome, qui expose ce qui suit :

Elle se propose de constituer, avec le concours d'autres souscripteurs français, sous la dénomination de :

« Banque Italo-Française de Crédit »

Société anonyme Française au capital de 15 millions de Francs, une Banque, avec Siège Social à Paris, en vue de reprendre les Succursales Françaises de la *Banca Italiana di Sconto*, Banque qui gérera accessoirement la Liquidation de l'Actif de la *Banca Italiana di Sconto* en France.

En conséquence, la *Banca Nazionale di Credito* interve-

nant sous réserve du vote et de l'homologation du traité fait les offres suivantes, dont elle demande qu'il lui soit donné acte :

a) *En ce qui concerne les créances admises au passif du règlement Transactionnel pour une somme supérieure à Fr. 10.000 ou Lires 20.000, ou contre-valeur, des actions de la Banque Italo-Française de Crédit, entièrement libérées et calculées sur la base de leur valeur nominale de 500 fr. seront attribuées à MM. les Créanciers, et ce à concurrence de 15 % du montant de leur créance ; les Créances en monnaies étrangères seront converties en Francs au cours du change à la date du 20 août 1922. Ces actions devront rester bloquées entre les mains de la Banque Italo-Française de Crédit pendant une durée de 2 ans.*

MM. les Créanciers seront tenus de réclamer le récépissé de dépôt desdites actions bloquées, avant le 31 décembre 1922, faute de quoi ils seront considérés comme déchus et la Banca Nazionale di Credito reprendra la libre disposition des actions dont le récépissé de dépôt n'aura pas été retiré à cette date.

b) *En ce qui concerne les créances admises au passif pour une somme inférieure à fr. 10.000 ou Lires 20.000 ou contre-valeur : MM. les Créanciers pourront toucher les 15 % dont il est parlé ci-dessus en espèces, à partir du 20 août 1922 et au plus tard le 31 décembre 1922, faute de quoi ils seront déchus. Mais, il leur sera loisible — s'ils en manifestent la volonté avant le 31 décembre 1922 — recevoir ces 15 % en actions au pair, le tout dans les conditions et sous les réserves à l'alinéa a) ci-dessus.*

c) Les rompus qui existeront après attribution de ces actions seront payés en espèces.

ANNEXE II

ASSEMBLÉES DE DÉLIBÉRATION

- a) de MM. les Obligataires.
- b) de MM. les Créanciers Chirographaires

convoquées pour
vendredi 5 décembre 1924.

RAPPORT

ADRESSE A MESSIEURS LES CREANCIERS

CONCORDATAIRES DE LA

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU TROCADERO ET DE PASSY

Messieurs les Créanciers,

Vous êtes appelés — porteurs d'obligations ou créanciers chirographaires — à voter sur des mesures, élaborées dans votre intérêt, mais qui ne peuvent devenir définitives qu'après votre approbation. Il me paraît utile, en raison de l'éloignement des événements, de replacer sous vos yeux l'économie du Concordat par vous voté à la Société le 28 octobre 1902, et homologué par Jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 8 Novembre même année.

I

Aux termes de l'art. 1^{er} du Traité, la Société s'est engagée à désintéresser intégralement MM. les Créanciers Chirographaires, en principal seulement, avec remise des intérêts.

L'octroi d'un délai est résulté de l'article 5 aux termes duquel :

« Le mode de répartition des disponibilités sera déterminé par le Conseil d'Administration de la Société, d'accord avec le Commissaire au Concordat ».

L'obligation de payer intégralement les hypothèques est contenue à l'art. 6, paragraphe 3, prescrivant l'inscription au débit du compte de *Profits et Pertes*, de :

« ...diverses charges de la Société dans lesquelles figureront les impôts et frais généraux d'administration et d'exploitation, l'intérêt et l'amortissement des dettes hypothécaires et de tous emprunts nécessaires pour les payer ».

Rappel est fait que les créances hypothécaires sont de trois sortes :

Le Crédit Foncier de France,

La Société Civile des Obligations hypothécaires de la Société Immobilière du Trocadéro et de Passy, qui (sous la signature de MM. *Naguet-Radiguel, Douane et Rube* l'ayant représentée) est intervenue au Concordat pour y faire insérer des stipulations relatives au paiement des obligations hypothécaires de ses adhérents ;

La Compagnie Internationale des Wagons-lits et des Grands Express Européens.

L'art. 9 du Traité contient la désignation comme Commissaire de M. *Bonneau*, sans l'assistance duquel la gestion et l'administration du domaine de la Société ne peuvent s'effectuer pendant la première période, devant durer tant que les revenus nets des immeubles n'auront pas permis à la Société d'acquitter régulièrement les charges en amortissement et en intérêts résultant de l'ensemble de ses dettes hypothécaires.

On se trouve encore dans cette première période, au cours de laquelle le Commissaire est investi :

« des pouvoirs les plus étendus à l'effet d'accomplir pendant toute la durée de son mandat tous les actes de

« gestion et d'administration, de quelque nature qu'ils
« soient, que peut comporter l'exploitation des biens meubles et immeubles dépendant de l'actif de la Liquidation
« Judiciaire ».

Le Concordat a prévu une deuxième période commençant au jour...

« où les revenus nets de ses immeubles lui permettront
« (à la Société) d'acquitter régulièrement les charges en
« amortissement et en intérêts résultant de ses dettes hypothécaires ».

Pendant cette période :

« ...les pouvoirs de M. *Bonneau* seront modifiés et sa mission se bornera à veiller à l'exécution du Concordat ». Enfin, une troisième période est celle où :

« Le mandat du Commissaire à l'exécution du Concordat prendra fin lorsque la Société aura éteint en totalité, le passif chirographaire existant à ce jour ».

II

J'ai été — par Ordonnance de M. le Président du Tribunal de Commerce de la Seine, en date du 19 avril 1920, rendue en conformité du même art. 9 — désigné en remplacement de M. *Bonneau*, dont la haute valeur ne pouvait que rendre difficile la tâche à son successeur. Ma préoccupation constante a été de ne pas laisser échapper l'occasion de tirer parti des immeubles par une réalisation appropriée aux circonstances actuelles. C'est dans cet ordre d'idées que j'ai exposé à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 30 mai 1923, combien mon attention avait été retenue par :

« ...une très intéressante suggestion de M. *Douane* faite
« relativement à la réalisation des immeubles sous la
« forme nouvellement usitée de ventes d'appartements.

« M. le Commissaire est tout aussi partisan de cette
« opération que de toute autre qui sauvegarderait les in-
« térêts de la masse créancière dont il a la charge ;
« mais il ne faut pas méconnaître les difficultés que pré-
« sente sa mise en exécution.

« Il estime qu'il y a lieu avant tout de s'assurer le con-
« cours du *Crédit Foncier* en vue d'obtenir sur les locaux
« qui seraient vendus le dégrèvement de son hypothèque
« globale ou pour qu'il continue le bénéfice de ses prêts
« aux acquéreurs éventuels.

« Il y aura lieu ensuite de s'entendre avec les divers
« groupes d'intéressés sur le règlement du passif à l'amia-
« ble, au moyen des fonds à provenir de la vente des
« appartements, cette entente devant permettre de fixer
« la mise à prix.

« M. Douane, un des Administrateurs de la Société, in-
« tervient à son tour et expose ses vues personnelles sur
« la combinaison des ventes d'appartements qu'il précé-
« nise.

« Il promet d'intercéder auprès du *Crédit Foncier* pour
« obtenir toutes facilités en vue de la réalisation du pro-
« jet en question ».

En plaçant cet extrait du Procès-Verbal sous vos yeux, je remémore le programme d'action envisagé et suivi constamment depuis lors et auquel il ne manque actuellement, pour devenir définitif, que votre approbation.

C'est cette approbation que je vous demande, avec l'espoir, tant ce programme me paraît conforme à tous les intérêts en présence, — de lui voir réunir l'unanimité aussi bien des Obligataires que des Créanciers Chirographaires.

EN LA FORME

Trois Assemblées sont indiquées dans les Journaux d'insertions Judiciaires comme devant être tenues en la Salle des *Ingénieurs Civils de France*, 19, rue Blanche, le 5 dé-

cembre prochain (1924) et auxquelles j'assisterai en ma qualité de Commissaire à l'exécution du Concordat, savoir :

1° Une Assemblée générale des actionnaires (convoquée pour 3 heures) appelée, sous la réserve que vous-mêmes approuverez, à donner son approbation à la combinaison qui permet de payer les dividendes ci-après indiqués. J'y assisterai pour fournir toutes explications qui pourraient m'être demandées ;

2° Une Assemblée de la *Société Civile des Obligataires* (convoquée pour 4 h. 30). J'y assisterai également pour insister sur les raisons qui ont décidé ses représentants à accepter le remboursement des obligations à leur valeur nominale — c'est-à-dire 500 fr. — remboursement qui, au besoin, se justifie, *ou mieux s'impose*, par la considération qu'il constitue l'exécution du Concordat dans la mesure, où elle est possible actuellement, sans attendre le long délai que la Société aurait pu imposer, à défaut de cette combinaison, pour l'exécution de ses engagements concordataires, tels que prévus au Traité du 28 octobre 1902 :

3° La dernière Assemblée (convoquée pour 5 h.) est celle de MM. les Créanciers Chirographaires qui, je l'espère, puiseront dans le présent rapport le motif de détermination pour voter l'acceptation du dividende de 75 %, en paiement forfaitaire de leurs créances.

AU FOND

Il y avait nécessité :

A. — DANS L'ORDRE JURIDIQUE :

1° De s'assurer du consentement du *Crédit Foncier de France* à la division de son hypothèque et à son fractionnement sur les divers immeubles de la Société ;

Grâce au haut esprit de conciliation du grand Etablissement qu'est le *Crédit Foncier* ; grâce à l'obligeante inter-

vention de M. *Douane* — qui ne saurait trop être remercié de toutes ses démarches — cette division est acquise, et j'ai obtenu l'insertion, au cahier des Charges contenant les conditions des ventes par appartements, d'une stipulation faisant la distinction entre l'obligation hypothécaire et les obligations personnelles des acquéreurs, de nature à leur donner toute tranquillité et à leur permettre ainsi d'acheter au meilleur prix.

2° D'obtenir l'adhésion préalable à la combinaison projetée — et *sans laquelle elle n'était pas viable* — de deux groupes réunissant respectivement sur leur tête la triple qualité de :

Créancier hypothécaire,

Créancier chirographaire et

Détenteur d'actions.

J'ai obtenu cette adhésion, sans laquelle — *je le répète* — la combinaison ne pouvait aboutir. C'est ainsi qu'a été fixé un forfait aux termes duquel il doit être versé :

Au Groupe de MM. les Entrepreneurs — comprenant notamment M. *Douane* et M. *Leclerc* — une somme de 1.139.000 fr.

A la *Compagnie de Commerce et d'Armement* — substituée aux droits de la Compagnie des Wagons-Lits — une somme de 5.750.000 fr.

3° De faire accepter par la Société la vente par appartements qui est un mode d'exécution du Concordat non prévu, et qui conduit la Société, sinon à une liquidation immédiate, qui s'imposera le jour où la vente de la totalité des appartements aura fait disparaître son objet social, du moins à une restriction progressive de son activité devant nécessiter plus ou moins tard une dissolution anticipée.

B. — DANS L'ORDRE PRATIQUE :

La combinaison n'avait chance d'aboutir qu'avec le concours des locataires qui, en raison de leur occupation actuelle des immeubles et de leur départ conditionné par les

lois de prorogation, ont apparu comme les acheteurs les mieux qualifiés.

Le résultat soumis à votre approbation, et qui a résolu ces diverses difficultés est le suivant : les offres d'achat d'appartements reçues de MM. les Locataires et celles provenant de tiers, dont l'examen est en cours permettent l'exécution immédiate du Concordat par les paiements ci-après, à partir du 31 décembre prochain, savoir :

A. — *Par priorité* et dans l'ordre suivant :

1° l'Emprunt de consolidation du *Crédit Foncier*, à savoir 1.850.000 »

2° à MM. les Porteurs d'obligations une somme de 500 fr. par titre *Mémoire*

B. — 1° Les sommes fixées à forfait comme il est dit ci-dessus :

5.750.000 fr.

1.139.000 fr.

— 6.889.000 »

2° Un dividende de 75 % à MM. les Créanciers chirographaires *Mémoire*

Si, après il reste un disponible, il doit revenir à MM. les Actionnaires, mais distribuable seulement à une date ultérieure.

Ce résultat n'est pas en contradiction avec le texte de l'article 3 du Concordat, savoir que :

« ...si, à la dissolution de la Société des Créances
« n'étaient pas remboursées intégralement, tout actif so-
« cial serait dévolu aux créanciers jusqu'à concurrence
« de leurs droits ».

Aucune critique n'est possible dès lors qu'il est constant que la combinaison est subordonnée à l'acceptation par MM. les Actionnaires d'une exécution du Concordat faite sous forme d'équivalence — d'aucuns diront par anticipation — et au mieux des divers intérêts en présence.

III

Le Soussigné s'est employé, non seulement à concilier ces intérêts, mais même à faciliter la négociation des actions, nécessaire pour les paiements forfaitaires effectués aux deux groupes possesseurs d'actions, d'obligations et de créances chirographaires. Il appartenait au Commissaire au Concordat de favoriser une tractation impossible à la Société seule, puisqu'elle n'est pas entrée dans la seconde période prévue au Concordat ci-dessus de son existence, dans laquelle elle pouvait être appelée à « reprendre librement ses opérations ».

Enfin, le soussigné ne pouvait perdre de vue qu'il avait pour mission de pourvoir à l'extinction du passif chirographaire. Il a jugé opportun de profiter du moment qui permet de tirer le meilleur parti des immeubles, par une réalisation adaptée aux circonstances actuelles.

Si le dividende n'atteint pas 100 %, la somme de 75 % est cependant la quotité la plus élevée que — pour le moment et au moyen d'une exécution du Concordat antérieur à la dissolution de la Société à son terme — la divergence des intérêts en présence ait permis d'envisager.

Vous voudrez bien, Messieurs, à l'appel de vos noms, répondre affirmativement — et il est désirable que ce soit à l'unanimité — sur la question d'approbation des accords qui vous sont soumis.

Fait à Paris, le 25 novembre 1924.

Signé : Paul BENOIST.

